



Préfet de la Sarthe  
Préfecture  
Direction de la coordination des politiques publiques  
et de l'appui territorial  
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Unité Départementale de la Sarthe

Arrêté préfectoral n° DCPAT 2019-0175 du 26 juillet 2019

**Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement**

**Autorisation environnementale**

SAS Carrières TAVANO

Exploitation d'une carrière de sables et de graves alluvionnaires ou du cénomanien aux lieux-dits "L'Enfournoire" et " La Coyère" à SPAY

Le Préfet de la Sarthe  
Officier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**VU** le Code de l'Environnement, en particulier ses livres 1<sup>er</sup>, 2, 4 et 5 ;

**VU** le code minier et les textes pris pour son application ;

**VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

**VU** le Code Forestier, Livre III, Titre 4, notamment ses articles L. 341-1 à L. 342-1 et R. 341-1 à R. 341-9, et, Titre 6, notamment ses articles L. 363-1 à L. 363-5 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

**VU** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, modifié et relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

**VU** l'arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

**VU** l'arrêté ministériel du 19 novembre 2007 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**VU** l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 modifié fixant les listes des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

**VU** le schéma départemental des carrières de la Sarthe, approuvé le 16 novembre 2017 par arrêté préfectoral n° DCPAT 2017-0560 ;

**VU** le SAGE « Sarthe Aval » en cours d'élaboration ;

**VU** le SDAGE Loire Bretagne, 2016-2021, adopté le 4 novembre 2015 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 05-1502 du 18 mai 2005 fixant le seuil des massifs forestiers dans lesquels l'autorisation de défrichement est obligatoire ;

**VU** la demande de défrichement de 28 850 m<sup>2</sup> de bois sur la commune de SPAY intégrée à la demande d'autorisation environnementale reçue à la Préfecture de la Sarthe le 12 mars 2018 ;

**VU** la demande du 12 mars 2018, complétée le 31 juillet 2018, le 26 octobre 2018 et le 08 mars 2019, présentée par la société SAS CARRIÈRES TAVANO dont le siège social est situé 39bis, rue Fernand TAVANO 72 000 LE MANS, en vue du renouvellement d'exploitation et de l'extension d'une carrière de sables et graves alluvionnaires en eau et à ciel ouvert sur le territoire de la commune de SPAY aux lieux-dits « L'Enfournoire » et « La Coyère » ;

**VU** les plans, cartes et notices annexés à la demande ;

**VU** le dossier de demande de dérogation à l'article L. 411-1 du Code de l'Environnement déposé par la SAS CARRIÈRES TAVANO le 16 mars 2018 ;

**VU** l'accord du propriétaire des terrains concernés, autorisant le défrichement par la SAS CARRIÈRES TAVANO ;

**VU** le procès verbal de reconnaissance de bois à défricher de la Direction Départementale des Territoires de la Sarthe du 20 avril 2018 ;

**VU** le courrier en date du 27 avril 2018 par lequel la SAS CARRIÈRES TAVANO manifeste son intention d'opter pour une compensation en numéraire ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 07-721 du 23 février 2007 portant autorisation pour l'exploitation et le traitement des matériaux de carrières, pour une durée de 13 ans ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013099-0006 portant sur la limitation de la production maximale de l'exploitation ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2018-248 du 05 avril 2018 portant prescription et attribution d'un diagnostic d'archéologie préventive ;

**VU** l'avis du directeur départemental des territoires en date du 26/04/2018 ;

**VU** l'avis du délégué territorial de l'agence régionale de santé en date du 27 avril 2018 ;

**VU** l'avis émis par l'Architecte des Bâtiments de France de la direction régionale des affaires culturelles en date du 19 mars 2018 ;

**VU** l'avis émis par le Président du Conseil départemental de la Sarthe en date du 21 janvier 2019 ;

**VU** l'avis émis par le Service Départemental d'Incendie et de Secours en date du 21 mars 2018, complété le 01 août 2018 ;

**VU** l'avis émis par l'Agence Française pour la Biodiversité en date du 11 avril 2018 du SAGE Sarthe aval ;

**VU** l'avis émis par la présidente de la Commission Locale de l'Eau en date du 25 mai 2018 ;

**VU** l'avis rendu par le Conseil National de la Protection de la Nature le 24 octobre 2018 ;

**VU** l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale relatif à la demande d'autorisation de renouvellement et d'extension de la carrière en date du 18 octobre 2018 ;

**VU** la réponse de la société SAS CARRIÈRES TAVANO du 26 octobre 2018 à l'avis de la MRAE;

**VU** l'arrêté préfectoral n° DCPAT2018-0475 en date du 12 novembre 2018 prescrivant l'organisation d'une enquête publique du 05 décembre 2018 au 05 janvier 2019 ;

**VU** les avis émis par les conseils municipaux des communes d'Arnage, Spay, Guécelard, Moncé-en-Belin, Mulsanne, Allonnes et la Communauté de communes du Val de Sarthe et les absences d'avis des communes de Fillé sur Sarthe et Le Mans ;

**VU** le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur en date du 01 février 2019 ;

**VU** l'arrêté de sursis à statuer en date du 30 avril 2019 ;

**VU** le rapport et les propositions en date du 17 juin 2019 de l'inspection des installations classées ;

**VU** l'avis en date du 28 juin 2019 de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (formation spécialisée des carrières) au cours de laquelle le demandeur a été entendu ;

**CONSIDERANT** que l'arrêté préfectoral n° 07-721 du 23 février 2007 a autorisé la SAS CARRIÈRES TAVANO à exploiter une carrière de sables et gravillons alluvionnaires aux lieux-dits « L'Enfournoire » et « La Coyère » sur la commune de SPAY pour une durée de 13 ans ;

**CONSIDERANT** que la SAS CARRIÈRES TAVANO a justifié de ses capacités techniques et financières ;

**CONSIDERANT** qu'en vertu des articles L. 341-1 et R. 341-4 du Code Forestier, il appartient au Préfet d'autoriser le défrichement lorsque celui-ci ne présente pas les inconvénients justifiant un motif de refus ;

**CONSIDERANT** qu'il résulte de l'instruction que la conservation des bois et forêts ou des massifs qu'ils complètent, ou le maintien de la destination forestière des sols n'est reconnu nécessaire pour aucun des motifs mentionnés à l'article L. 341-5 du Code Forestier ;

**CONSIDERANT** que le procès-verbal de reconnaissance de bois à défricher de la Direction Départementale des Territoires de la Sarthe du 20 avril 2018 fixe le coefficient multiplicateur de la compensation à 2 ;

**CONSIDERANT** que le demandeur n'a pas souhaité procéder à la réalisation d'un boisement compensateur mais préfère s'acquitter d'une indemnité financière d'un montant équivalent ;

**CONSIDERANT** l'existence actuelle de la carrière TAVANO, du potentiel de gisement exploitable restant et par conséquent l'absence de solution alternative économiquement viable ;

**CONSIDERANT** l'intérêt public majeur de ce projet, de nature économique, la carrière permettant l'approvisionnement en sables et graviers de l'agglomération mancelle avec un bilan carbone relativement faible ;

**CONSIDERANT** que ce projet ne prévoit pas de dégrader l'état de conservation des espèces d'animaux protégées présentes sur le site dans leur aire de répartition naturelle du fait des mesures d'évitement, de réduction et de compensation prévues ;

**CONSIDERANT**, en conséquence de ce qui précède, que la demande de dérogation déposée par la SAS CARRIÈRES TAVANO répond aux conditions prévues pour sa délivrance à l'article L. 411-2 du Code de l'Environnement

**CONSIDERANT** qu'aux termes de l'article L. 512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté

**CONSIDERANT** que les dangers et inconvénients générés par la carrière et ses installations annexes pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement, peuvent être prévenus par les prescriptions fixées dans le présent arrêté et par les dispositions mentionnées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter et les compléments apportés le 31 juillet 2018 ;

**CONSIDERANT** que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32, des observations des conseils municipaux et des services déconcentrés de l'Etat et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**CONSIDERANT** le volume d'eau prélevé par les installations visées par l'autorisation ;

**CONSIDERANT** les dispositions du SDAGE en termes de préservation des ressources et de la nécessité de limiter leur consommation ;

**CONSIDERANT** le besoin de recourir à une étude technico-économique préalable pour envisager les restrictions en cas de sécheresse ;

**CONSIDERANT** que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**CONSIDERANT** que les mesures d'évitement, réduction et de compensation proposées par l'exploitant sont de nature à protéger les intérêts visés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

**CONSIDERANT** que le projet a été porté à la connaissance du pétitionnaire par courrier en date du 09 juillet 2019 et que celui-ci a fait part de ses observations par courriel en date du 18 juillet 2019 ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Sarthe ;



## ARRETE

### TITRE 1 PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

#### Article 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation

##### Article 1.1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation

La société SAS CARRIÈRES TAVANO, désignée ci-après « l'exploitant », qui est représentée par son Président Directeur Général et dont le siège social est situé à 39Bis, rue Fernand TAVANO 72 000 LE MANS, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre et à étendre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sables et graves alluvionnaires ou du cénomanien sur le territoire de la commune de SPAY aux lieux-dits « L'Enfournoire » et « La Coyère ».

##### Article 1.1.2 - Prescriptions antérieures

L'arrêté préfectoral n°07-721 du 23 février 2007 susvisé est abrogé, à l'exception de l'article 1.1 autorisant l'exploitation, de l'article 1.3.2 spécifiant les parcelles autorisées et de l'article 4.2 sur les conditions de remise en état.

##### Article 1.1.3 - Installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les installations du site sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubrique	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime*
2510-1	1. Exploitation de carrière	Superficie totale de la carrière = 54 ha 29 a 57 ca, dont : <ul style="list-style-type: none"><li>• en renouvellement : 39 ha 49 a 05 ca</li><li>• en extension : 14 ha 80 a 52 ca</li></ul> dont superficie exploitable : 35 ha 23 a  Production moyenne : 150 000 t/an Production maximale : 207 000 t/an	A
2515-1-a	1. Installations de broyage, concassage, criblage ....  La puissance <b>maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant :</b> a) Supérieure à 200 kW	2 unités de traitement « BONNET » et « CHAUVIN »  Installations fixes : 332 kW *  * les installations ne fonctionnent pas en même temps, la puissance du transformateur qui les alimente est de 250 kW.  (L'installation « CHAUVIN » est supprimée dans les 3 ans suivants l'autorisation.)	E
2517-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux	Superficie de la station de transit de produits minéraux non dangereux inertes : 30 000 m²	E

	inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant : 1. Supérieure à 10 000 m <sup>2</sup>		
2518-2	Installation de production de béton prêt à l'emploi équipée d'un dispositif d'alimentation en liants hydrauliques mécanisé, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2522. La capacité de malaxage étant : 2) Inférieure ou égale à 3 m <sup>3</sup>	Capacité de la centrale à béton : 2 m <sup>3</sup>	D

\* A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

#### Article 1.1.4 - Installations concernées par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

Les installations du site sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature IOTA :

Rubrique	Désignation des activités	Volume autorisé	Régime *
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non :  1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A)	4 plans d'eau à l'état final :  - plan d'eau de l'Enfournoire : environ 7,5 ha - plan d'eau de la Coyère : environ 11 ha - plan d'eau Nord : environ 10,5 ha - plan d'eau Sud-Ouest : environ 6,5 ha  Total : 35,5 ha	A
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Existence de 4 piézomètres pour surveillance des eaux souterraines	D
1.2.1.0	Prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe :  2° D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m <sup>3</sup> /heure ou entre 2 et 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (D)	- Rabattement de nappe : 300 m <sup>3</sup> /h ou - Drague aspiratrice : 800 m <sup>3</sup> /h  - Eaux de lavage des matériaux : 300 m <sup>3</sup> /h, en circuit fermé	D

\* A : autorisation, D : déclaration, NC : non classé

## Article 1.2 - Nature des installations

### Article 1.2.1 - Périmètre de l'autorisation et description des installations

L'autorisation porte exclusivement sur les parcelles de la commune de SPAY dont la liste figure dans le tableau ci-après.

Tableau ci-après.				
Lieu-dit	Section	Référence de la par- celle cadastrale (pp = pour partie)	Surface cadastrale totale (en m²)	Superficie autorisée (en m²)
Le Pré du Châtai- gnier	AI	15	61 978 m²	61 978 m² (renouvellement)
		16	31 824 m²	31 824 m² (renouvellement)
Le Chemin		46 pp	1 338 m²	1 250 m² (renouvellement)
La Grouaie		47 pp	65 522 m²	32 147 m² (renouvellement)
				27 450 m² (extension)
Le Champ du Gui- gnier		48	167 325 m²	154 000 m² (renouvellement)
				13 325 m² (extension)
Le Pré du Pâtis		49	11 862 m²	11 862 m² (extension)
La Pièce du Bout		89	55 484 m²	55 484 m² (renouvellement)
		90	4 145 m²	2 290 m² (renouvellement)
				1 855 m² (extension)
		91 pp	38 754 m²	31 340 m² (extension)
Les Pelouses	AK	10 pp	69 794 m²	25 910 m² (extension)
Sapinière de la Pièce		11 pp	46 947 m²	28 850 m² (extension) *
Le Chemin		12	416 m²	416 m² (renouvellement)
Sapinière de la Bouère		13	55 516 m²	55 516 m² (renouvellement)
Le Champ du Gui- gnier		48 pp	27 374 m²	7 460 m² (extension)

\* Parcelle concernée par la demande de défrichement

Superficie totale autorisée : 542 957 m² dont :

- 394 905 m² en renouvellement
- 148 052 m² en extension

Le périmètre d'autorisation est reporté sur le plan joint en annexe.

L'autorisation est accordée sous réserve du droit des tiers et n'a d'effet que dans les limites des droits d'extraction dont bénéficie le titulaire.

La zone d'exploitation comprend notamment :

- les installations de traitement ainsi que les stockages de matériaux associés (matériaux bruts et commercialisés), localisés au niveau la parcelle AI 48, sur une superficie d'environ 30 000 m<sup>2</sup> ;
- les équipements annexes de la carrière (dont le poste de ravitaillement en carburant avec la réserve de carburant (stockage de GNR, dans 2 cuves double-peau de 1 500 litres chacune, situées dans l'atelier, abritées des intempéries), l'atelier de réparation et d'entretien des engins, d'une superficie de 250 m<sup>2</sup> environ, l'aire étanche, l'aire de lavage, les locaux sociaux...), implantés sur la même plate-forme de traitement, sur la parcelle référencée section AI n° 48 (partie est). La centrale à béton est située sur la partie Nord de la parcelle référencée section AI n° 15 ;
- Les bassins de décantation, construits en série via des chenaux de connexion et implantés sur la parcelle AI n° 48 ;
- Les matériaux issus du décapage, stockés temporairement sous forme de merlons périphériques et remis en place dans le cadre du réaménagement coordonné ;
- Les délaissés réglementaires périphériques de 10 m, autour des zones d'exploitation accueillant les merlons de protection, construits avec les terres végétales destinées à la remise en état du site.
- Les zones d'extraction, et donc d'exploitation du gisement, implantées sur les parcelles référencées :
  - AI 49, AI 15p, AI 89, AI 90, AK 48p (phase 1) ;
  - AK 13, AK 12p, AI 15p, AI 48p (phase 2) ;
  - AI 15p, AI 91p, AK 48p (phase 3) ;
  - AK 11p, AI 15p, AI 48p (phase 4) ;
  - AI 48p (phase 5) ;
  - AI 48p (phase 6).

Le plan de phasage de l'exploitation est joint en annexe au présent arrêté.

#### Article 1.2.2 - Limites de l'autorisation

La surface totale d'extraction de matériaux est au plus d'environ 35,23 hectares.

La production moyenne annuelle de la carrière ne peut dépasser 150 000 tonnes. Elle correspond au rythme normal d'exploitation du gisement. Son dépassement, dans la limite de la capacité maximale annuelle autorisée de 207 000 tonnes, reste lié à des niveaux d'activité exceptionnels et sur une période limitée.

Les quantités de matériaux sortant de la carrière sont comptabilisées par pesée.

La côte minimale d'extraction est de 24 m NGF sur l'ensemble du périmètre d'extraction, ce qui correspond à une épaisseur d'extraction maximale de 17 m par rapport au terrain naturel. Le terrain naturel est à une côte topographique située entre 40 et 44 m NGF, orienté Nord-Ouest/Sud-Est, à la date de notification du présent arrêté.

Aucun apport de déchets inertes extérieurs au site n'est prévu pour le réaménagement de la carrière.

#### Article 1.2.3 - Durée de l'autorisation

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 30 années. Les travaux de remise en état sont inclus dans cette durée.

Considérant les prescriptions archéologiques édictées par l'arrêté préfectoral n° 2018-248 du 05 avril 2018 en application des articles R. 523-1, R. 523-4 et R. 523-17 du code du patrimoine, la réalisation des travaux relatifs à l'activité extractive est subordonnée à l'accomplissement préalable de ces prescriptions archéologiques.

L'extraction des matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée six mois avant la fin de la présente autorisation, cette période étant réservée à la finalisation des travaux de remise en état.

*L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.*

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, conformément aux articles R. 181-48 et R. 512-74 du code de l'environnement.

### **Article 1.3 - Garanties financières**

#### **Article 1.3.1 - Objet des garanties financières**

Conformément au paragraphe IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, le montant des garanties financières est établi compte tenu des opérations de remise en état du site après exploitation.

#### **Article 1.3.2 - Montant des garanties financières**

Le montant des garanties financières est calculé suivant la méthode présentée à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

Ce montant est défini par référence à l'indice TP01 de novembre 2018 égal à 111,1 (anciennement 725,98) et pour une TVA de 20 %.

Phasage d'exploitation concerné	Période quinquennale	Montant des garanties financières	Commentaires
Phase 1	2019 - 2024	446 515,48 € TTC	
Phase 2	2024 - 2029	457 320,05 € TTC	
Phase 3	2029 - 2034	301 656,88 € TTC	
Phase 4	2034 - 2039	273 201,84 € TTC	
Phase 5	2039 - 2044	144 953,03 € TTC	
Phase 6	2044 - 2049	99 026,32 € TTC	1,5 année d'exploitation et 3,5 années consacrées aux travaux de remise en état

#### **Article 1.3.3 - Établissement des garanties financières**

Préalablement à la mise en exploitation des parcelles objet du présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet et à l'inspection des installations classées:

- le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

#### Article 1.3.4 - Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document attestant de la constitution des garanties financières.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet et à l'inspection des installations classées, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

#### Article 1.3.5 - Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

#### Article 1.3.6 - Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le Préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières, ainsi que de tout changement de garant, de tout changement de forme des garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières.

#### Article 1.3.7 - Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 de ce code. Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

#### Article 1.3.8 - Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières pour la remise en état du site.

Le Préfet appelle et met en œuvre les garanties financières en cas de non-exécution des obligations ci-dessus :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

#### Article 1.3.9 - Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 du code de l'environnement, par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le Préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

#### **Article 1.4 - Conditions générales de l'autorisation**

##### **Article 1.4.1 - Conformité au dossier de demande d'autorisation**

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objets du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, ils respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

En particulier, l'exploitation est conduite et les terrains exploités sont remis en état par phases coordonnées, conformément à l'étude d'impact, aux plans de chaque phase et au plan de remise en état annexés au présent arrêté, aux indications et engagements contenus dans le dossier de demande et les compléments fournis en cours d'instruction en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

##### **Article 1.4.2 - Modification du champ de l'autorisation**

En application des articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de quatre mois à compter de l'accusé de réception délivré par le Préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du Préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le Préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

##### **Article 1.4.3 - Danger ou nuisance non prévenu**

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

##### **Article 1.4.4 - Équipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

#### Article 1.4.5 - Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation, d'enregistrement ou de déclaration.

#### Article 1.4.6 - Renouvellement

Toute demande de prolongation ou de renouvellement est adressée au Préfet au moins 2 ans avant la date d'expiration de cette autorisation.

La demande est présentée conformément à l'article R. 181-49 du code de l'environnement.

#### Article 1.4.7 - Changement d'exploitant

Tout changement d'exploitant est soumis à autorisation. Le nouvel exploitant adresse au Préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

Tout changement d'exploitant doit conduire au transfert des informations relatives au site. À cet effet, les rapports de surveillance, d'inspection ainsi que les documents relatifs à l'autorisation sont conservés de manière à garantir le transfert des informations.

#### Article 1.4.8 - Cessation d'activité

L'extraction des matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée 6 mois avant la fin de la présente autorisation, cette période étant réservée à la finalisation des travaux de remise en état.

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5 de ce même code, l'usage à prendre en compte suite à l'arrêt de l'activité est le suivant :

La remise en état consiste en la création de 4 plans d'eau, ayant vocation à être des niches écologiques pour le développement de la faune et de la flore. Aucun usage futur de type industriel ou résidentiel n'est à prévoir des parcelles visées à l'article 1.2.1 et réaménagées selon le présent arrêté.

Au moins 6 mois avant la mise à l'arrêt définitif de l'installation ou la date d'expiration de l'autorisation accordée, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

La notification doit être accompagnée d'un dossier présentant les modalités de réaménagement du site qui doit comporter au minimum les dispositions suivantes :

- la mise en sécurité des fronts de taille ;
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et la suppression des structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- l'insertion satisfaisante du site de l'installation dans le paysage, compte-tenu de la vocation ultérieure du site.

Le dossier est accompagné des documents suivants :

- le plan topographique à jour de la carrière dans un rayon de 50 m autour du périmètre autorisé, indiquant les cotes bathymétriques pour chacun des bassins ;
- le plan de remise en état définitif sur lequel figure le détail des actions de réaménagement et de mise en sécurité du site engagées ;



- les relevés écologiques effectués pendant la période d'exploitation ;
  - un recensement des incidents et accidents survenus pendant la phase d'exploitation et susceptibles d'interférer dans les travaux de remise en état ;
  - des photographies et tous autres documents de nature à préciser et compléter ce dossier.
- Il doit permettre de vérifier le respect des conditions de remise en état prévues au chapitre et de la séquence « éviter-réduire-compenser » décrite à l'article du présent arrêté.

Le dossier de notification de la mise à l'arrêt définitif précise impérativement le délai de remontée des eaux dans l'excavation résiduelle, ainsi que les conditions de suivi après l'exploitation, jusqu'à l'atteinte de la situation d'équilibre du niveau d'eau.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les usages prévus au premier alinéa du présent article ou conformément à l'article R. 512-39-2 du code de l'environnement.

### **Article 1.5 - Réglementation applicable**

#### **Article 1.5.1 - Textes généraux applicables à l'établissement**

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

- Arrêté du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières,
- Arrêté du 09/02/2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,
- Arrêté du 31/07/2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement,
- Arrêté du 23/01/97 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
- Arrêté du 29/02/2012 modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement,
- Arrêté du 29/07/05 modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005,
- Arrêté du 31/01/08 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets,
- Arrêté du 07/07/2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence,
- Arrêté du 27/10/2011 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement,
- Arrêté du 11/03/2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.
- Arrêté du 28/04/2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.
- Arrêté du 31/05/2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines.

#### **Article 1.5.2 - Respect des autres législations et réglementations**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression ;
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du bénéficiaire. Elle ne vaut pas permis de construire.

En aucun cas, ni à aucune époque, les dispositions de cet arrêté ne peuvent faire obstacle à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs ni être opposées aux mesures qui peuvent régulièrement être ordonnées dans ce but.

#### Article 1.5.3 - Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation. Toutefois, les installations soumises à déclaration ne sont pas soumises à l'obligation de vérification périodique prévue pour les rubriques DC.

*Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.*

#### Article 1.5.4 - Diagnostic archéologique

L'exploitant est tenu de réaliser les mesures archéologiques prescrites par l'arrêté préfectoral n° 2018-248 du 05 avril 2018 susvisé, avant la mise en service des installations visées à l'article 1.1 du présent arrêté.

## **TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT**

### **Article 2.1 - Mise en application du présent arrêté**

Dans un délai de 6 mois suivant sa notification, l'exploitant procède à un récolement des dispositions du présent arrêté. Ce bilan, transmis à l'inspection des installations classées, précise et, au besoin, justifie la nature et le dimensionnement des mesures techniques retenues pour respecter ses prescriptions.

Ce délai peut être prolongé à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques.

Dans le cas où certains travaux ne sont pas encore achevés, l'exploitant précise les délais de leur réalisation effective en indiquant les raisons des retards pris.

### **Article 2.2 - Conception des installations**

Au sens du présent arrêté, le terme « installations » regroupe tant les outils de production et les utilités nécessaires à leur fonctionnement que les équipements de traitement des émissions de tout type de l'établissement.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation des installations, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, de solutions techniques propres et fiables, d'optimisation de l'efficacité énergétique, de manière à :

- économiser les ressources naturelles (matières premières, eau, énergie...), notamment par le recyclage et la valorisation ;
- limiter toutes émissions dans l'environnement (eaux, sols, air, déchets, bruits, lumière, vibrations...), y compris les émissions diffuses, par la mise en place de techniques de traitement appropriées et d'équipements correctement dimensionnés ;
- gérer et réduire les quantités et la toxicité des effluents et des déchets ;
- prévenir, en toutes circonstances, la dissémination ou le déversement, chronique ou accidentel, direct ou indirect, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés par le code de l'environnement, ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Tout rejet ou émission non prévu au présent arrêté ou non conforme à ses dispositions est interdit. Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents. Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduits que possible.

### **Article 2.3 - Consignes d'exploitation**

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les conditions de fonctionnement, les vérifications à effectuer et les conditions de mises à l'arrêt en situations d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes prennent en compte les contraintes liées au maintien des enjeux écologiques (habitats, biodiversité...).

Les consignes sont portées à la connaissance des salariés et affichées.

### **Article 2.4 - Réserves de produits ou matières consommables**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, floculants, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

## **Article 2.5 - Surveillance de l'exploitation**

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant, ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des enjeux écologiques en présence, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident.

La surveillance des installations est permanente. Les dispositifs de conduite sont conçus de façon à ce que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toute dérive des paramètres de conduite au-delà des conditions normales d'exploitation.

Les installations sont exploitées, entretenues et surveillées de manière à réduire les durées de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement est susceptible de conduire au non-respect des prescriptions imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter la gêne ou la nuisance émise en réduisant ou arrêtant, si besoin, les installations concernées. Il en informe sans délai l'inspection des installations classées en présentant les mesures correctives engagées pour y remédier.

Les incidents de fonctionnement, les dispositions prises pour y remédier ainsi que les résultats des mesures et contrôles de la qualité des émissions auxquels il a été procédé sont relevés sur un registre dédié.

Les équipements de protection de l'environnement et de maîtrise des émissions mis en place sont maintenus en permanence en bon état et vérifiés périodiquement. Ces contrôles font l'objet de comptes-rendus tracés.

L'exploitant veille à la formation de son personnel sur les aspects liés à l'exploitation de la carrière et de l'installation de traitement ainsi que sur les intérêts écologiques recensés dans le périmètre autorisé.

## **Article 2.6 - Surveillance des émissions**

Les prélèvements, analyses et mesures sont réalisés par des personnes compétentes selon les normes, ou à défaut selon les règles de l'art, en vigueur au moment de leur exécution. Des méthodes de terrains peuvent être utilisées pour la gestion de l'établissement au quotidien si elles sont régulièrement corrélées à des mesures de laboratoire réalisées conformément aux normes en vigueur.

Indépendamment des contrôles explicitement prévus, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de contrôles, prélèvements et analyses spécifiques aux installations et à leurs émissions ou dans l'environnement afin de vérifier le respect des dispositions du présent arrêté.

Les frais engagés pour les contrôles prévus dans le cadre de cet arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **Article 2.7 - Autosurveillance**

### **Article 2.7.1 - Principes de l'autosurveillance**

Pour justifier du respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant définit et met en œuvre un programme de surveillance dit « programme d'autosurveillance ». Il adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions des installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires et de leurs effets sur l'environnement.

La réalisation du programme d'autosurveillance doit permettre une connaissance rapide des résultats conduisant l'exploitant à une éventuelle action corrective dans les meilleurs délais.

#### Article 2.7;2 - Suivi, analyse et interprétation des résultats de l'autosurveillance

L'exploitant établit un rapport périodique relatif aux résultats des mesures de surveillance de ses émissions dans l'environnement. Cette synthèse commente, analyse et interprète les résultats de la période considérée (en particulier les causes et les ampleurs des écarts), les modifications éventuelles du programme de surveillance et les actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, le traitement des émissions, la maintenance...) ainsi que leur efficacité.

Les actions correctives sont mises en œuvre lorsque les résultats des mesures laissent présager des risques ou des inconvénients pour l'environnement ou le non-respect des valeurs limites réglementaires.

#### Article 2.7;3 - Conservation des résultats de l'autosurveillance

Les enregistrements, comptes rendus de contrôles, résultats de vérifications et registres (ces documents peuvent être informatisés si des dispositions sont prises pour les sauvegarder) sont conservés pour une durée d'au moins :

- 5 ans pour les justificatifs résultant de l'autosurveillance et des mesures des effets sur l'environnement supervisés par l'exploitant ;
- 10 ans pour les contrôles réglementaires réalisés par des organismes agréés ou adaptés aux durées spécifiques imposées par les réglementations concernées ;
- permanent pour les synthèses annuelles de la surveillance des émissions et de leurs incidences sur l'environnement.

#### **Article 2.8 - Incidents ou accidents**

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

#### **Article 2.9 - Enquête annuelle**

Avant le 31 mars de l'année (n+1), l'exploitant transmet un bilan d'activité de la carrière de l'année précédente (n), et une synthèse annuelle de l'ensemble des surveillances de ses émissions et de leurs incidences sur chaque compartiment de l'environnement (bruits, air, eaux superficielles et souterraines, sols, sous-sols, poussières, vibrations...), en complétant le site Internet mis en place par l'inspection des installations classées. Un défaut de renseignement est interprété comme une absence d'exploitation.

#### **Article 2.10 - Plans**

Chaque année, l'exploitant établit un ou plusieurs plans orientés, d'échelle adaptée à la superficie de l'installation et clairement lisibles.

Sur ces plans sont reportés :

- les dates de levée,
- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m,
- l'emplacement des bornes (y compris la borne de nivellement),

- les bords de la fouille (avancement de l'exploitation), parois et fronts d'excavation,
- les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs, les niveaux d'exploitation définis en niveau NGF, faisant apparaître les côtes bathymétriques pour chacun des bassins,
- les zones remises en état,
- la position de tous ouvrages ou équipements dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique, sur le site et dans son voisinage immédiat,
- la position des clôtures,
- les zones en cours d'exploitation,
- les zones exploitées et remises en état,
- les zones exploitées en cours de réaménagement,
- les zones de stockage des déchets inertes d'extraction,
- les futures zones à exploiter,
- les zones particulières de préservation écologique,
- la localisation des installations (traitement des matériaux, bassins de décantation, atelier, aire de ravitaillement, ...) et des stockages de matériaux,
- la localisation des pistes et des accès,
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière,
- les piézomètres, cours d'eau, et fossés limitrophes à la carrière.

Un exemplaire de ce ou ces plans est transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

## **Article 2.11 - Récapitulatif de documents**

### **Article.2.11.1 - Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection**

L'exploitant est en permanence en mesure de justifier du respect des dispositions du présent arrêté. Les justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur sa simple demande.

En particulier, l'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et les demandes successives de modifications adressées au Préfet,
- le plan d'exploitation mis à jour annuellement,
- le plan des réseaux,
- les actes et les décisions administratifs dont bénéficient l'établissement, notamment les arrêtés d'autorisation, les récépissés de déclaration et leurs prescriptions générales et les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et leurs prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les enregistrements, compte-rendus et résultats de contrôles des opérations de maintenance et d'entretien des installations,
- les enregistrements, rapports de contrôles, résultats de vérification et registres liés à la surveillance de l'établissement et de son environnement ainsi que les rapports de contrôle réglementaires réalisés par des organismes agréés.

Ces justificatifs peuvent être informatisés si des dispositions sont prises pour les sauvegarder.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

#### Article 2.11.2 - Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
ARTICLE 1.3.3	Attestation de constitution de garanties financières	Préalablement aux travaux d'extraction
ARTICLE 1.3.5	Actualisation des garanties financières	Avant 6 mois suivant une augmentation de plus de 15% de la TP01
ARTICLE 1.3.4	Renouvellement des garanties financières	Trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.3.3.
ARTICLE 1.4.2	Modification des installations	Avant la réalisation de la modification.
ARTICLE 1.4.7	Changement d'exploitant	Préalablement au changement d'exploitant
ARTICLE 1.4.8	Dossier de cessation d'activité	6 mois avant la date de cessation d'activité
ARTICLE 2.8	Déclaration des accidents et incidents	Rapport à transmettre sous 15 jours
ARTICLE 2.10	Plan d'exploitation	À transmettre chaque année
ARTICLE 8.1	Plan de gestion des déchets d'extraction	Avant le début de l'exploitation puis tous les cinq ans et dans le cas d'une modification
ARTICLE 9.2.4	Autosurveillance des niveaux sonores	6 mois maximum après mise en service de l'installation puis tous les trois ans
ARTICLE 7.6.	GIDAF Autosurveillance des prélèvements d'eau	Eaux souterraines : Suivi des relevés des prélèvements et des niveaux d'eaux souterraines
ARTICLES 2. 9, 6.3	Déclaration annuelle des émissions Déclaration annuelle carrières	Annuelle (GEREP : site de télédéclaration) y compris le bilan annuel du suivi de retombées de poussières

## **TITRE 3 - AMÉNAGEMENT ET CONDUITE DE L'EXPLOITATION**

### **Article 3.1 - Aménagements préliminaires**

#### **Article 3.1.1 - Panneaux**

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents : son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux, l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté.

L'exploitant est tenu d'installer en tous points nécessaires :

- des panneaux interdisant l'accès du public au site,
- des panneaux avertissant des dangers du site.

#### **Article 3.1.2 - Bornage**

Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :

- des bornes en tous points nécessaires pour identifier le périmètre de l'autorisation et au minimum une borne de nivellement ; ces bornes doivent rester en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site,
- un piquetage en tous points nécessaires pour matérialiser le périmètre d'extraction et les distances de recul imposées au présent arrêté.

Ces bornes et piquets sont conservés, maintenus repérables et dégagés de la végétation pendant toute la durée d'exploitation de la carrière.

#### **Article 3.1.3 - Accès à la voirie publique**

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité routière. Cet aménagement comprend notamment la mise en place d'une signalisation adaptée.

L'accès au site se fait à partir de la RD 323 et le VC 9, par la déviation au niveau de la Perrée.

Les camions autorisés à entrer sur la carrière sont ceux provenant de la RD 323, puis du rond-point de « La Lande », sans traverser de hameau.

L'exploitant interdit l'accès à la carrière à tout poids lourds provenant du « Hameau des Aulnays », via la RD 323 et la rue des Aulnays.

#### **Article 3.1.4 - Réseau de dérivation des eaux de pluie**

Sans objet.

#### **Article 3.1.5 - Début d'exploitation et attestation de constitution des garanties financières**

Lorsque les travaux préliminaires, préalables à la mise en service de l'exploitation, mentionnés aux articles 3.1.2 à 3.1.3 débutent, l'exploitant en informe le Préfet de la Sarthe et le maire de la commune de SPAY. Cette information est accompagnée des justificatifs de réalisation des aménagements préliminaires et, pour le Préfet, du document attestant la constitution des garanties financières visée à l'article 1.3.3.



## **Article 3.2 - Dispositions générales**

### **Article 3.2.1 - Horaires d'ouverture**

L'exploitant est autorisé à extraire et traiter les matériaux de 7H30 à 17H30 du lundi au vendredi hors jours fériés.

Des opérations de maintenance peuvent avoir lieu le samedi de 9H à 12H et leur fréquence ne doit pas dépasser 2 jours par an.

L'usage des explosifs pour l'exploitation du gisement est interdit.

### **Article 3.2.2 - Sécurité**

En dehors de la présence de personnel qualifié, les installations et engins sont laissés en sécurité.

### **Article 3.2.3 - Clôture**

Durant les heures d'activité, l'accès au site est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit.

L'accès à toute zone dangereuse, et en particulier à la zone d'exploitation, est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Les entrées du site sont équipées de portails ou de barrières maintenus fermés lors de toute interruption de l'activité.

L'exploitant doit s'assurer régulièrement du bon état et de l'entretien des clôtures, portails et barrières. Le résultat des contrôles est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le danger est signalé par des pancartes placées d'une part sur les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage de déchets d'extraction inertes et d'autre part à proximité des zones clôturées.

### **Article 3.2.4 - Accueil des tiers et des particuliers**

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations. Toute personne qui arrive dans la carrière doit obligatoirement passer devant un point de contrôle où des consignes de sécurité lui sont transmises.

Une aire de service clairement identifiée du reste des installations est réservée à l'usage exclusif des particuliers admis sur le site. Les aires d'enlèvement de matériaux et la circulation sont organisées de manière à séparer au maximum les trafics d'engins d'exploitation, des transporteurs et des particuliers. Un plan de circulation implanté au début de chaque voie permet d'identifier les voies de circulation internes respectives.

### **Article 3.2.5 - Distances limites et zones de protection**

Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise avec un minimum de dix mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface, dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Cette bande, d'une largeur minimale de dix mètres, ne doit faire l'objet d'aucune exploitation. Cette distance est portée à 50 mètres de la bordure de la Sarthe.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

### **Article 3.3 - Conduite de l'Exploitation**

#### **Article 3.3.1 - Phasage**

Les travaux sont menés en 6 phases de 5 années :

- Phase 1
- Phase 2
- Phase 3
- Phase 4
- Phase 5
- Phase 6 (1,5 année d'extraction et 3,5 années de remise en état)

Le plan de phasage est joint en annexe.

#### **Article 3.3.2 - Déboisement - défrichement**

Les opérations de déboisement et de défrichement, visées au titre 5 du présent arrêté, sont réalisées progressivement, selon les nécessités d'exploitation. Elles respectent les dispositions réglementaires en vigueur les concernant.

L'ensemble des travaux de défrichement a lieu au cours de la troisième phase d'exploitation, selon une campagne d'un mois environ : La surface défrichée lors de cette campagne est de 2 ha 88 a 50 ca.

Le défrichement se déroule en 3 temps :

- Abattage des arbres, par des bûcherons, avec tri des arbres dont le bois est valorisable,
- Défrichement des végétaux restants,
- Extraction des souches à la pelle mécanique ou broyage des souches in-situ.

Les travaux de déboisement et de défrichement sont organisés pour tenir compte des cycles biologiques de la faune, en évitant le plus possible leur altération. Ils sont réalisés en dehors des périodes de nidification et d'hibernation de la faune, et exclusivement du 1er octobre au 31 mars de l'année considérée. Exceptionnellement, des travaux de déboisement et de défrichement peuvent être planifiés en dehors de cette période, sous réserve d'un accord écrit d'un écologue indépendant.

Les boisements contenus dans les délais réglementaires, en limite de site, sont maintenus en l'état sur une largeur minimum définie en accord avec les services de l'État compétent, afin de conserver leurs fonctions de zones refuges pour l'avifaune, d'écrans boisés, etc.

#### **Article 3.3.3 - Décapage**

Les opérations de décapage sont limitées au besoin des travaux d'exploitation.

Le décapage des terrains est réalisé de façon à limiter au strict minimum les risques de destruction et de perturbation de la faune et du respect de l'intégralité ou de la majeure partie selon les secteurs des milieux présents dans la bande réglementaire des 10 mètres.

Le décapage est réalisé de préférence hors période sèche et venteuse afin de limiter les émissions de poussières, mais sur sol sec. Le décapage de la découverte ne doit pas s'opérer sur sol détrempé.

Le décapage est réalisé de manière sélective. Les terres végétales et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état.

La hauteur des stocks de terres végétales et de stériles est telle que la stabilité des tas est assurée et que les caractéristiques physiques de la terre végétale ne puissent s'altérer. Le stock de terres végétales ne peut excéder une hauteur de 2,50 m par rapport au sol sur lequel il est stocké.

#### Article 3.3.4 - Extraction des matériaux

##### Carrière alluvionnaire :

L'extraction est réalisée selon deux méthodes d'exploitation :

- Une exploitation sur les 5 premiers mètres environ à la pelle hydraulique, hors eau et en eau ;
- Une exploitation à la drague-aspiratrice, en eau, pour les niveaux plus profonds du Cénomaniens.

Ponctuellement, par campagne de 4 mois consécutifs maximum, un rabattement de nappe peut être réalisé afin de permettre l'extraction sélective des niveaux argileux intermédiaires à la pelle hydraulique. Durant ces campagnes de rabattement de nappe, un suivi accru des eaux souterraines est réalisé (campagnes de mesures hebdomadaires).

La côte minimale d'extraction est de 24 m NGF sur l'ensemble du périmètre d'extraction, ce qui correspond à une épaisseur d'extraction maximale de 17 m par rapport au terrain naturel.

Les bords des excavations sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites sur lesquelles porte la présente autorisation d'exploiter ainsi que des éléments de surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

L'exploitation doit permettre un défrètement maximal du gisement sous réserve de la stabilité des berges.

Les talus des berges sont réalisés à fur et à mesure de l'exploitation selon une pente garantissant la stabilité :

Les pentes moyennes mesurées par rapport à l'horizontale (l'horizontale est constituée de la ligne des plus hautes eaux décennales) : exemple :

1/1,5 soit 33 % pour les parties situées au-dessus des plus hautes eaux décennales,

1/10 soit 6 % pour les zones de hauts fonds

1/2,5 soit 22 % pour les autres parties.

#### Article 3.3.5 - Stockage et traitement des matériaux extraits

Les matériaux extraits par la pelle mécanique ; ils sont stockés temporairement sur place pour égouttage ou dans un bassin proche de l'installation pour ceux extraits par la drague aspiratrice. Ils sont repris au chargeur pour alimenter les installations de traitement par une piste interne globalement centrale.

L'installation de premier traitement des matériaux, appelée installation « BONNET », est composée d'un crible, d'un bassin de lavage et d'un concasseur. Concassage après lavage-criblage de tout-venant (0/100) en sable 0/4.

L'installation traitement secondaire, appelée installation « CHAUVIN », est composée d'un crible, d'un bassin de lavage et d'un concasseur. Elle effectue le recyclage des refus 4/100 après passage dans l'installation de premier traitement.

L'installation « CHAUVIN » est supprimée dans les 3 ans suivants l'autorisation. En lieu et place de celle-ci, l'installation « BONNET » est modifiée pour intégrer des équipements complémentaires. Cette transformation fait l'objet d'un dossier de modification des conditions d'exploiter, conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Les matériaux traités en attente d'expédition sont stockés sur des hauteurs maximales de 4 m par rapport au niveau où ils sont entreposés.

L'exploitant prend toutes les dispositions pour que les stocks de matériaux minéraux ne soient pas à l'origine d'envol de poussières.

### Article 3.3.6 - Circulation des engins et véhicules

À l'intérieur du site, les véhicules circulent sur les voies, espaces, pistes de circulation aménagés pour accéder aux installations. Les pistes auront une largeur adaptée à la circulation et des pentes inférieures à 15 %.

Elles sont entretenues en permanence pour maintenir un revêtement correctement nivelé. En cas de besoin, elles sont arrosées pour empêcher l'envol de poussières.

Les véhicules ne doivent pas être sources de nuisances ou de dangers. Toutes dispositions sont prises pour que les véhicules sortant de la carrière et leur chargement ne conduisent pas à des pertes de matériaux, envols ou dépôts chez des tiers ou sur la voie publique.

Les aires d'enlèvement des matériaux et la circulation sur le site sont organisées de manière à séparer au maximum les différents flux de trafic des engins d'exploitation et des transporteurs.

Un plan de circulation et une signalisation visibles et explicites seront en place à l'entrée et sur le site. La vitesse des véhicules est limitée à 30 km/h sur l'ensemble du site.

### **Article 3.4 - Tirs de mine**

L'exploitation du gisement de sables et graves est réalisé sans l'usage d'explosifs.

### **Article 3.5 - Remblayage**

Le remblaiement partiel de la carrière est autorisé uniquement à l'aide de matériaux issus de la carrière et dans l'objectif du réaménagement du site.

Tout apport extérieur de déchets inertes est interdit.

### **Article 3.6 - Remise en état du site**

#### Article 3.6.1 - Conditions générales

La remise en état est coordonnée à l'exploitation. Elle doit être achevée au plus tard à l'échéance de la présente autorisation sauf dans le cas d'un renouvellement ou d'une prolongation d'exploiter demandé par l'exploitant dans les conditions prévues par la réglementation.

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu et conformément aux engagements pris dans son dossier de demande d'autorisation déposé le 12 mars 2018 et complété le 31 juillet 2018.

#### Article 3.6.2 - Nature de la remise en état

La remise en état est réalisée conformément au plan de l'état final et au plan de remise en état en annexe du présent arrêté.

Elle est réalisée en vue de permettre un développement de niches écologiques pour la faune et de la flore. La remise en état est à vocation écologique.

Elle comporte notamment les opérations suivantes :

- la mise en sécurité des fronts d'exploitation,
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et la suppression des structures et équipements n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,
- l'élimination des déchets conformément à la réglementation en vigueur,
- l'insertion satisfaisante du site de l'installation dans le paysage, compte-tenu de la vocation ultérieure du site,
- le maintien de la clôture et des panneaux avertissant des dangers du site.

### Article 3.6.3 - Description de la remise en état

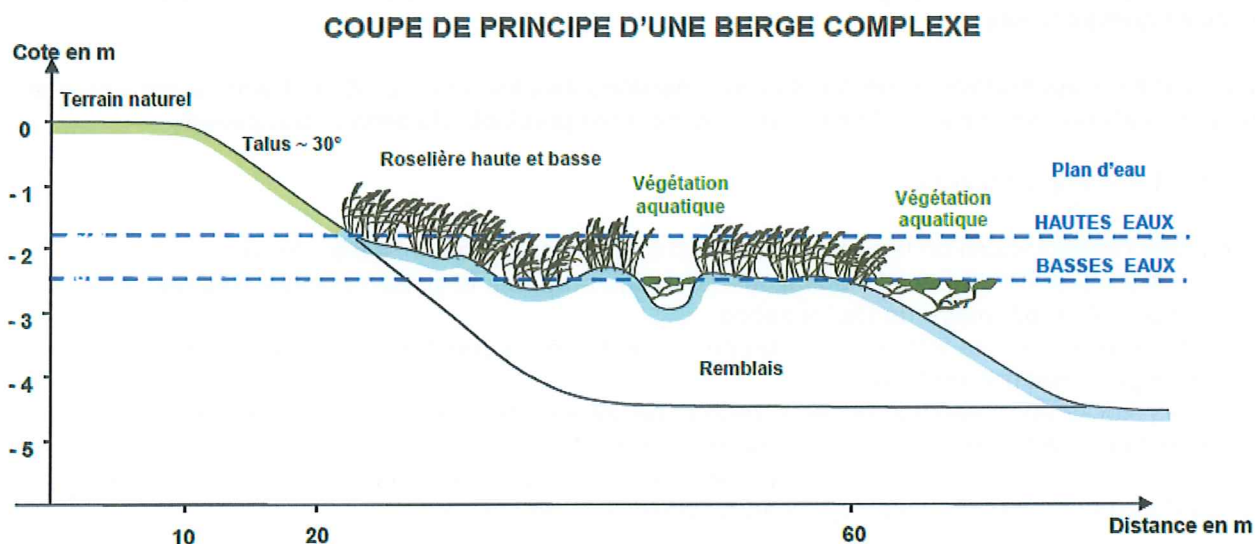
La remise en état consiste en la création de 4 plans d'eau, séparés par des pistes :

- Plan d'eau nord-est, à l'est de la voie communale n° 9, d'environ 7,5 ha
- Plan d'eau nord, d'environ 11 ha
- Plan d'eau sud, d'environ 11 ha
- Plan d'eau sud-ouest, d'environ 7 ha

Conformément au dossier de demande d'autorisation, des zones de hauts-fonds sont aménagées en bordure des plans d'eau pour favoriser le développement de roselières. La partie Nord du site, la plus proche du ruisseau du Buard est, quant à elle, remblayée. Les remblais n'empêchent pas l'écoulement des eaux et ne dépassent pas le niveau du terrain naturel.

Les berges sont talutées en pente douce pour diminuer le risque de chute et de noyade.

Des berges complexes sont réalisées, conformément au schéma ci-dessous et à l'étude d'impact, au niveau du plan d'eau des Plouses ainsi que le long du plan d'eau de l'Enfournoire.



## **TITRE 4 - MILIEUX NATURELS ET PATRIMOINE**

### **Article 4.1 - Intégration paysagère**

#### **Article 4.1.1 - Propreté**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. Le site et de ses abords, y compris les bâtiments et les installations, sont aménagés, maintenus propres et entretenus en permanence.

Les points d'accumulation de poussières, y compris sur les abords extérieurs du site, sont nettoyés régulièrement. Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, de boues, de déchets, ... Les voies de circulation internes et les aires de stationnement sont aménagées et entretenues. Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues sont mis en place en tant que de besoin.

L'exploitant procède au nettoyage immédiat de la route en cas de salissure de la voie publique par les véhicules quittant le site.

La prolifération significative d'une ou plusieurs espèces invasives sur le site entraîne la mise en place d'un plan d'actions de la part de l'exploitant, avec accord préalable du service compétent.

#### **Article 4.1.2 - Impact visuel**

Pour limiter l'impact visuel de la carrière, les mesures suivantes sont mises en œuvre :

- Pendant la 1<sup>ère</sup> phase d'exploitation, des haies arborées et buissonnantes sont plantées sur la bordure sud-est du périmètre de l'autorisation.
- l'ensemble du site visible de l'extérieur est entouré de végétations naturellement présentes et de haies régulièrement entretenues,
- les stocks de matériaux de découverte et de stériles d'exploitation, ainsi que les stocks de matériaux commercialisables sont limités à une hauteur de 4 m.
- Des merlons sont créés à proximité des habitations de l'Enfournoire (3 mètres de hauteur) et le long du Buard (2 mètres de hauteur) et servent aussi d'écran sonore.

### **Article 4.2 - Patrimoine Archéologique**

En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques, l'exploitant informe sans délai le Préfet, le maire de la commune et la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC). Les vestiges sont protégés et conservés sur place jusqu'à leur prise en charge par les agents de la DRAC.

### **Article 4.3 - Milieux naturels**

De manière à protéger les intérêts visés à l'article L 181-3 du code de l'environnement, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

#### **A/ Mesures d'évitement :**

<b>Mesure</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Localisation</b>	<b>Modalités de suivi</b>
E1	Évitement du plan d'eau 3, du bassin 10, de la haie 5 et des abords	Périmètre carrière (extrémité Ouest)	Sans objet
E2	Évitement des arbres à Grand Capricorne	Périmètre carrière (à proximité du bassin 9)	Sans objet

#### **B/ Mesures de réduction :**

<b>Mesure</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Localisation</b>	<b>Modalités de suivi</b>
R1	Protection des amphibiens en période de reproduction	Périmètre carrière (à proximité du bassin 8)	Inventaires par la LPO
R2	Protection des oiseaux des milieux boisés	Périmètre carrière (au niveau de la parcelle AK 11 à défricher)	Inventaires par la LPO
R3	Protection des Hirondelles de rivage	Périmètre carrière (extrémité Est de la parcelle AK 11 à défricher)	Inventaires et conseils par la LPO
R4	Protection du Martin-pêcheur	Périmètre carrière (extrémité Nord du site sur la parcelle AI 16)	Inventaires par la LPO
R5	Protection du Petit Gravelot	Périmètre carrière (Nord du site sur la parcelle AI 15)	Inventaires par la LPO
R6	Protection de la héronnière	Hors carrière (Au sud du site sur la parcelle AK 23)	Inventaires par la LPO
R7	Protection des chauves-souris arboricoles	Périmètre carrière (au niveau de la parcelle AK 11 à défricher)	Inventaires par la LPO

**C/ Mesures de compensation :**

<i>Mesure</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Localisation</i>	<i>Modalités de suivi</i>
C1	Création de mares temporaires et d'une pelouse silicicole	Périmètre carrière (au sud du site sur la parcelle AK 48)	Inventaires et conseils par la LPO
C2	Déplacement de la Limoselle aquatique	Périmètre carrière (Nord du site sur la parcelle AI 15)	Suivi des travaux par la LPO Sarthe

En complément, des **mesures d'accompagnement** seront mises en place :

<i>Mesure</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Localisation</i>	<i>Modalités de suivi</i>
A1	Aménagement d'îlots à Sterne pierre-garin	Hors périmètre	Inventaires et conseils par la LPO
A2	Aménagement de berges complexes	Périmètre carrière	Selon conseils de la LPO
A3	Plantation d'une haie champêtre	Limite d'emprise sud	Suivi des travaux par la LPO Sarthe
A4	Gestion et suivi d'un îlot de sénescence	Hors carrière (Au sud du site sur la parcelle AK 23)	Plan de gestion
A5	Gestion et suivi de prairies naturelles	Hors carrière (Au sud du site sur les parcelles AK 22, AK 33 et AK 48)	Plan de gestion
A6	Suivi standardisé de l'avifaune	—	Suivi des mesures ERC par la LPO

Ces mesures sont décrites précisément en pages 259 à 268 de l'étude d'impact. Elles sont représentées sur le plan en annexe. Elles sont mises en place dans un délai de 6 mois après notification de l'autorisation.

L'exploitant veille à la bonne gestion de ces mesures et en assure le suivi dont il rend compte au comité de suivi de la carrière. Au besoin, l'exploitant peut recourir aux services d'un organisme ou d'une association compétent (e) et reconnu (e).



## TITRE 5 - DÉFRICHEMENT

### **Article 5.1 - Autorisation de défrichement**

Le présent arrêté vaut autorisation de défrichement.

L'exploitant est autorisé à défricher 28 850 m<sup>2</sup> de bois situés sur la commune de SPAY, parcelles cadastrées listées ci-dessous, dans le but de l'exploitation d'une carrière :

Parcelle cadastrale	Surface totale de la parcelle cadastrale	Surface à défricher
AK n° 11	46 947 m <sup>2</sup>	28 850 m <sup>2</sup>
Surface totale		28 850 m <sup>2</sup>

### **Article 5.2 - Durée de validité**

Conformément aux dispositions de l'article L. 341-3 du code forestier, le droit de défricher peut-être exercé pendant une période de 20 ans à compter de la notification de la présente autorisation, excluant le délai de réalisation des fouilles archéologiques.

### **Article 5.3 - Mesure compensatoire**

Conformément aux dispositions de l'article L. 341-6 du code forestier qui dispose que toute autorisation de défrichement est subordonnée à des conditions, le bénéficiaire de l'autorisation de défrichement verse au préalable une indemnité financière au Fonds Stratégique de la Forêt et du Bois d'un montant de 27 696,00 € (vingt-sept mille six cent quatre-vingt-seize euros).

À compter de la notification de la présente autorisation, l'émission d'un titre de perception est demandée par la Direction Départementale des Territoires de la Sarthe pour permettre la mise en recouvrement de l'indemnité financière.

### **Article 5.4 - Affichage**

L'autorisation fait l'objet, par les soins du bénéficiaire, d'un affichage sur le terrain de manière visible de l'extérieur, ainsi qu'à la mairie du territoire communal où se situe le défrichement. L'affichage a lieu quinze jours au moins avant le début des opérations de défrichement ; il est maintenu à la mairie pendant un mois et sur le terrain, pendant toute la durée des opérations de défrichement.

Le bénéficiaire dépose également, à la mairie du territoire communal où se situe le défrichement, le plan cadastral des parcelles à défricher, qui reste consultable pendant toute la durée des opérations de défrichement. Les affiches apposées sur le terrain et en mairie signalent la possibilité de consulter ce plan cadastral.

## TITRE 6 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

### Article 6.1 - Conception des installations

#### Article 6.1.1 - Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les envols de poussières et les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses et y compris en période d'inactivité. En particulier, les bâtiments et les installations sont entretenus en permanence et maintenus en bon état de propreté.

L'exploitant décrit les différentes sources d'émissions de poussières, aussi bien diffuses que canalisées, et définit toutes les dispositions utiles mises en œuvre pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières.

Les dispositifs de limitation d'émissions des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

La conception des installations prend en compte l'exécution des opérations de nettoyage et de maintenance dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité pour les opérateurs.

En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère.

Lorsque les stockages des produits minéraux ou des déchets non dangereux inertes se font à l'air libre, les stockages sont humidifiés pour empêcher les envols de poussières par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite.

Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

#### Article 6.1.2 - Prévention des envols de poussières

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées, entretenues et convenablement nettoyées ;
- la vitesse des engins sur les pistes est limitée à 30 km/h ;
- les pistes et les zones de stockage sont arrosées par temps sec ;
- la hauteur des stocks de matériaux comportant des éléments fins est limitée à 4 m ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Un dispositif de lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent est prévu ;
- les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place, notamment en limite d'emprise sud.

## **Article 6.2 - Rejets canalisés**

### Dispositions générales

Les émissions canalisées sont rejetées à l'atmosphère, après traitement, de manière à limiter le plus possible les rejets de poussières.

Les poussières des installations de traitement peuvent être captées à la source, traitées, canalisées et rejetées à l'extérieur des bâtiments, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

La concentration des rejets en poussières respecte la valeur limite de 40 mg/Nm<sup>3</sup> pour les installations existantes et 30 mg/Nm<sup>3</sup> pour les installations nouvelles. Ces valeurs limites sont contrôlées au moins annuellement par un organisme agréé. Les résultats des mesures annuelles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **Article 6.3 - Bilan des mesures de poussières**

Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.

Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base des conditions météorologiques, de l'activité et de l'évolution de l'installation.

Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

## **TITRE 7 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

### **Article 7.1 - Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu**

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

Des mesures particulières doivent être prises pour éviter le ruissellement d'eaux souillées ou d'hydrocarbures vers le milieu naturel. En particulier, les écoulements d'eau pluviale sur la carrière et ses aménagements ne doivent pas, par leur volume, leur nature ou par entraînement d'éléments provoquer des dégradations à l'extérieur du site.

### **Article 7.2 - Prélèvements et consommations d'eau**

#### **Article 7.2.1 - Origine des approvisionnements en eau**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau.

L'eau nécessaire au site provient du réseau d'adduction d'eau potable pour les besoins du personnel. Le réseau d'alimentation en eau potable est protégé contre les risques de contamination par des dispositifs de disconnection efficaces et adaptés.

L'eau nécessaire au traitement des matériaux est prélevée par pompage dans le plan d'eau d'exploitation le plus proche de la zone de traitement. Tout usage de floculant pour le lavage est interdit. Aucun rejet des eaux de process à l'extérieur de l'emprise du site n'est autorisé.

La décantation des eaux de lavage de matériaux se fait en circuit fermé et est assurée par un réseau de chenaux en série entretenus régulièrement. Les eaux décantées sont réintroduites dans le plan d'eau de pompage initial.

Aucun forage ni prélèvement dans un cours d'eau n'est effectué, à l'exception du pompage dans les bassins d'extraction, réalisé lors des campagnes de rabattement de nappe. Ces eaux issues du pompage sont rejetées exclusivement dans le plan d'eau des Plouses.

L'exploitation du gisement est réalisée sans pompage d'exhaure, en dehors des phases d'exploitation par rabattement de la nappe.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.

Les eaux extérieures au site n'entrent pas sur les terrains d'emprise de la carrière. Elles sont déviées par un fossé périphérique drainant les eaux de ruissellement ou par la mise en place de merlons.

#### **Article 7.2.2 - Rabattement de nappe**

##### **Article 7.2.2.1 - Durée des campagnes**

Le rabattement de nappe reste temporaire et s'effectue par campagne de 4 mois maximum. Chaque campagne doit être espacée d'au moins 4 mois de la précédente pour permettre à la nappe de retrouver son niveau piézométrique « zéro ». L'exploitant s'assure que le niveau piézométrique est normal avant de redémarrer une nouvelle campagne d'extraction avec rabattement de nappe.

Afin de prendre en compte les éventuelles variations saisonnières de la nappe durant les phases de rabattement, les niveaux piézométriques sont comparés avec les niveaux piézométriques du piézomètre de référence n° BSS03586X0145, situé sur la commune d'Allonnes.

#### *Article 7.2.2.2 - Suivi piézométrique accru*

Avant exploitation, une campagne de relevé des niveaux de nappe est réalisée pour établir le niveau piézométrique « zéro ».

Puis tous les six mois, une campagne de relevé des niveaux piézométrique est réalisée, et a minima en période de hautes et basses eaux.

Durant les campagnes de rabattement de nappe, le suivi piézométrique doit être réalisé de façon hebdomadaire.

L'exploitant définit un piézomètre qui est considéré comme référence pour les campagnes de rabattement de nappe. Celui-ci est choisi pour son caractère pérenne considérant l'activité d'extraction pour la durée d'autorisation et cohérent avec les fluctuations inhérentes à l'activité de rabattement de nappe. Ce choix fait l'objet d'un porter-à-connaissance à destination du préfet et de l'inspection des installations classées.

Si le seuil de fluctuation du niveau de la nappe dépasse le seuil, en mètre, défini en concertation avec l'administration, sur ce piézomètre de référence, l'exploitant procède à l'interruption, sans délai, des opérations de rabattement de la nappe.

#### Article 7.2.3 - Réduction des consommations

##### *Article 7.2.3.1 - Diagnostic et étude technico-économique*

L'exploitant doit mettre en place les réflexions et études nécessaires à l'établissement d'un diagnostic détaillé :

- des prélèvements,
- des consommations d'eau des processus industriels et pour les autres usages (domestiques, arrosages, lavages...),
- des dispositifs de surveillances,
- des mesures à mettre en œuvre face à un risque de pénurie.

Ce diagnostic doit permettre de définir les actions spécifiques de réduction des prélèvements dans la ressource ou le réseau de distribution à mettre en place.

Ces actions de réduction sont appliquées en cas de situation hydrologique critique (et donc limitées dans le temps).

Le diagnostic doit aborder 2 volets :

- l'utilisation rationnelle de l'eau de manière pérenne visant à favoriser les économies d'eau et la maîtrise des prélèvements ;
- les mesures de réduction temporaires en gestion de crise lorsque les seuils d'alerte sur la ressource sont dépassés (arrêtés préfectoraux sécheresse) et que des restrictions des usages sont nécessaires.

Les éléments ci-dessous sont notamment étudiés :

- Caractéristiques des moyens d'approvisionnements en eau notamment type d'alimentation (captage en nappe, en rivière ou en canal, raccordement à un réseau, provenance et interconnexion de ce réseau), localisation géographique des captages/ouvrages, nom de la nappe captée/ressource prélevée, débits minimum et maximum des dispositifs de pompage, caractéristiques des ouvrages
- Sensibilité, pressions, restrictions réglementaires sur les ressources prélevées
- Possibilités de substitution dans une autre ressource (moins sensible)

- Conclusion sur l'existence de solutions alternatives pertinentes
- Bilan des consommations en eau :
  - inventaire des usages liés aux process, aux nettoyages, aux refroidissements, aux autres usages y compris non industriels.
  - quantités d'eau prélevées par origine et par usage nécessaires aux processus industriels
  - quantités d'eau utilisées pour d'autres usages que ceux des processus industriels
- Analyse des consommations en eau :
  - Comparaison des consommations théoriques (besoins) des procédés et des installations avec les consommations réelles
  - Comparaison avec les meilleures techniques disponibles, notamment évoquées dans les BREFs ou BATc, ou selon les règles de l'art (textes et guides professionnels, ratios à la tonne produite, comparaison intra, inter-groupe...)
  - Analyse critique des postes et des options de réduction des consommations, tels que (non exhaustif) :
    - gestion des réseaux et de la circulation de l'eau dans les process,
    - évaluation des pertes dans les divers circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise,
    - réduction des consommations des matières premières,
    - limitation des entraînements et optimisation des nettoyages,
    - mise en place de recyclage ou de 2<sup>ème</sup> usage de l'eau,
    - modification de process/remplacement matériel par un matériel plus performant
      - Estimation des gains potentiels via un bilan coût/avantages
- Détermination d'un programme de surveillance :
  - installations et postes nécessitant un suivi (volume, vétusté...),
  - paramètres représentatifs / indicateurs de suivi / ratios,
  - programme de surveillance (points de suivi, paramètres, fréquences...) en place ou à mettre en place/à améliorer en vue de respecter les exigences réglementaires, et détecter des dysfonctionnements, définition des seuils de détection ou d'alerte, actions correctives...
- Mesures de gestion de l'eau en cas de pénurie de la ressource :
  - Recensement et quantification des usages de l'eau pouvant faire l'objet de mesures de réduction et/ou de suspension temporaires, avec une estimation de la durée maximale de la période,
  - Recensement des usages de l'eau incompressibles, notamment pour des aspects de sécurité des installations et de l'environnement.

#### *Article 7.2.3.2 - Modalités de mise en œuvre*

En cas de sécheresse constatée sur la masse d'eau de la Sarthe (hors période de nettoyage du lit de la Sarthe par le département), l'exploitant met en œuvre les mesures identifiées lors de son étude technico-économique, en fonction du franchissement des seuils d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise, ainsi considérés.

#### Article 7.2.4 - Prévention du risque inondation

Le site étant implanté en zone inondable pour partie, l'exploitant met en œuvre, sur les parcelles concernées par le plan de prévention des risques naturels inondation (PPRNI), toutes les dispositions permettant d'empêcher tout entraînement de pollution en cas de crue du cours d'eau, la Sarthe, en évitant le stockage de, notamment :

- les déchets,
- les huiles et hydrocarbures,
- de manière générale, tout entreposage ou tout équipement susceptible d'émettre des substances dangereuses par ruissellement des eaux

### Article 7.3 - Collecte des effluents liquides

#### Article 7.3.1 - Dispositions générales

Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 7.4.1 ou non conforme aux dispositions du chapitre 7.4 est interdit. En particulier, tout rejet dans la nappe souterraine, des puits ou des puisards est interdit.

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté.

#### Article 7.3.2 - Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables et résister dans le temps aux actions physiques des effluents.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état.

Un système permet l'isolement des réseaux d'effluents de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

#### Article 7.3.3 - Plan

Un plan ou schéma présentant les circuits des eaux sur le site sera établi et tenu à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ce document permettra d'identifier jusqu'au point de rejet, les différents équipements présents (point de prélèvement, disconnecteur, dispositif de traitement, décanteur, séparateur à hydrocarbures, aire de collecte spécifique, fossé ou égout de collecte, point de rejet, équipement de mesure présent) sur le circuit des eaux prélevées et utilisées (ruissellement, exhaure, ...).

### Article 7.4 - Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu

#### Article 7.4.1 - Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants (liste non exhaustive) :

- les **eaux exclusivement pluviales** et eaux non susceptibles d'être polluées ;
- les **eaux pluviales susceptibles d'être polluées** (notamment celles collectées dans le bassin de confinement, eaux pluviales entrant en contact avec les zones d'alimentation en carburant et entretien ou circulation des véhicules ;
- les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) ;
- les **eaux polluées** : les eaux de lavage des sols, les eaux étant récupérées dans le séparateur à hydrocarbures ;
- les **eaux de procédés des installations** ;
- les **eaux domestiques** : les eaux de lavabos et douches, les eaux de cantine.

#### Article 7.4.2 - Eaux domestiques

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

#### Article 7.4.3 - Eaux de procédés des installations

Les rejets d'eaux de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du périmètre autorisé sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées. Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation est prévu en cas de rejet accidentel.

Les matériaux sont intégralement lavés à l'eau claire, prélevée dans le plan d'eau de pompage à proximité immédiate de l'installation de traitement. Ces eaux de lavage de matériaux sont décantées en circuit fermé, dans un réseau de chenaux en série entretenus autant que de besoin et sont ensuite rejetées dans le plan d'eau de pompage initial.

Les rejets d'eau liés au fonctionnement de l'éventuel système de lavage des roues de camions ou rotoluve sont interdits. Les effluents en résultant sont intégralement recyclés pour cet éventuel poste de nettoyage des roues.

#### Article 7.4.4 - Eaux de ruissellement des zones de stockage des déchets d'extraction inertes

L'exploitant doit s'assurer que les zones de stockages des déchets d'extraction inertes ne génèrent pas de détérioration de la qualité des eaux.

L'exploitant doit procéder, si nécessaire, au traitement et au recyclage des eaux de ruissellement des installations de stockage et des terres non polluées.

#### Article 7.4.5 - Eaux de ruissellement des zones de stockages des déchets inertes utilisés pour le remblayage

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines.

#### Article 7.4.6 - Eaux de nettoyage

Les eaux de lavage, eaux de nettoyage font l'objet d'un traitement éventuel avant rejet au milieu naturel.

En particulier :

- les eaux de lavage des matériaux sont décantées puis réintroduites dans le bassin de pompage initial.
- les eaux de nettoyage sont envoyées dans le séparateur à hydrocarbures.

Les dispositifs de collecte d'hydrocarbures (décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures ...) et les retenues doivent être nettoyés aussi souvent que nécessaire et, dans tous les cas, au moins une fois par an.

Les justificatifs du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Aucun rejet liquide n'est émis à l'extérieur de l'établissement.

Les eaux sur l'emprise de l'établissement, et en particulier les bassins d'eau, présentent, a minima, les caractéristiques ci après définies :



Paramètre	Caractéristiques
Coordonnées PK et coordonnées Lambert	Coordonnées précises de chaque bassin, à indiquer par l'exploitant
Nature des effluents	Eau de la nappe alluviale ou eau utilisée dans le process de traitement, à préciser par l'exploitant
Température des effluents	Inférieure à 30 °C
pH	Compris entre 5,5 et 8,5
Concentration maximale en MEST (matières en suspension totales) (norme NF T 90 105)	Inférieure à 35 mg/l
DCO (demande chimique en oxygène) (norme NF T 90 101)	Inférieure à 125 mg/l sur effluent non décanté
HC (hydrocarbures) (norme NF T 90 114)	Inférieur à 10 mg/l
Modification de couleur du milieu récepteur	Inférieur à 100 mg/Pt/l

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures. En ce qui concerne les paramètres MEST – DCO et HC, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

L'exploitant fait réaliser une fois par an, par un organisme compétent, l'ensemble des mesures permettant de vérifier la conformité de chacun de ses bassins aux présentes dispositions. En cas de dépassement d'un des paramètres, la fréquence des contrôles devient mensuelle jusqu'au retour à la normale.

L'exploitant s'assure à une fréquence a minima annuelle que la concentration en hydrocarbures des eaux en sortie des séparateurs à hydrocarbures est inférieure à 10 mg/l avant nettoyage de l'équipement.

Le résultat des analyses et le bilan quant à la conformité du rejet est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### Article 7.4.7 - Conception, aménagement et équipement des ouvrages

Les dispositifs de collecte des effluents liquides et bassins d'eau sont aménagés, contrôlés et entretenus, autant que faire se peut, notamment pour prévenir toute éventuelle pollution des eaux souterraines et/ou superficielles par contact lors d'une période de crue importante de la Sarthe.

#### Article 7.4.8 - Aménagement des points de prélèvements

Chaque point de prélèvement (piézomètre, bassin, ouvrage de traitement...) est signalé par un panneau, sécurisé contre le risque de noyade dans le cas des bassins, et rendu accessible.

Les points de prélèvement sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages.

#### Article 7.5 - Surveillance du niveau du plan d'eau

L'exploitant réalise un relevé du niveau du plan d'eau de chaque bassin, dont celui créé par l'extraction, 2 fois par an, en période de basses eaux et en période de hautes eaux. Ces relevés font l'objet d'un enregistrement sur une période décennale. Ces évaluations peuvent intervenir sur la base d'une échelle limnimétrique à mettre en place ou tout autre moyen équivalent et réputé fiable par les scientifiques.

Un bilan est réalisé tous les cinq ans sur les mesures de niveau de nappe pour garantir l'absence d'incidence des opérations de rabattement de nappe sur le comportement hydrologique local des nappes présentes au droit du site.

## Article 7.6 - Eaux souterraines

### Article 7.6.1 - Réseau et programme de surveillance des eaux souterraines

#### Partie piézométrie :

Lors des relevés hydrogéologiques de 2014 à 2016 ayant fait l'objet d'un rapport édité en août 2017, les cotes piézométriques de la nappe phréatique superficielle, mesurées à partir de 3 campagnes (basses eaux 2014 : 29/10/2014 ; basses eaux 2015 : 15/09/2015 ; hautes eaux 2015 : 25/03/2015), étaient les suivantes :

- un niveau minimum de +37,1 m NGF en périphérie du site aux abords de la Sarthe, en basses eaux 2015 ;
- un niveau moyen de +39 m NGF en basses eaux 2015 et 39,8 m NGF en basses eaux 2014 ;
- un niveau moyen de +40 m NGF en hautes eaux 2015 ;
- un niveau maximum de +41,7 m NGF sur la partie Nord-Ouest du projet, au niveau du secteur des Aulnays en hautes eaux 2015.

Le niveau de la nappe alluviale se trouve en moyenne entre 2 et 3 m de profondeur.

Le sens d'écoulement de la nappe est Nord-Ouest / Sud-Est en direction de la Sarthe.

Le réseau de surveillance des eaux souterraines, de type piézométrique, se compose des ouvrages suivants :

Statut	N°BSS de l'ouvrage et coordonnées Lambert 93	Localisation par rapport au site (amont ou aval - distance)	Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau	Profondeur de l'ouvrage
Piézomètres de la carrière existants	Pz 1 BSS003JDQO X : 489 182 Y : 6 761 996	Sud du site à la frontière entre les parcelles AK 48 et AI 91 (Aval)	Aquifères superficiels GG 113 : Alluvions de la Sarthe  GG 081 : Sables et grès du Cénomanien sarthois libres et captifs	14,30 m
	Pz 2 BSS003JDQS X : 488 716 Y : 6 761 806	Extérieur du site, sur la parcelle AK 23 (Aval)		15,15 m
	Pz 3 BSS003JDRI X : 488 829 Y : 6 762 426	Nord du site à la frontière entre la parcelle AI 48 et la future zone R1 (Amont)		18,70 m
	Pz 4 BSS003JDRM X : 489 173 Y : 6 762 655	Nord-est du site à la frontière entre les parcelles AI 15 et AI 16 (Amont)		7,85 m
Puits privé hors périmètre	Puits du Port au Liard X : 488 338 Y : 6 761 358	Sud-Ouest de la carrière, sur la parcelle AK 33 (Aval)	Aquifères superficiels GG 113 : Alluvions de la Sarthe	3,78 m

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe. Le plan est actualisé à chaque création de nouveaux ouvrages de surveillance.

Ces points de contrôle sont retenus sous réserve d'un accord formel des propriétaires des terrains concernés. A défaut, l'exploitant réalise des ouvrages dont le contexte hydrogéologique est reconnu équivalent.

Fréquence des relevés piézométriques semestriels, sinon hebdomadaire en période de rabattement de nappe

**Partie analyses d'eau :**

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les mesures sont réalisées par un organisme compétent.

Le niveau piézométrique est relevé à chaque prélèvement. Les analyses qualitatives des eaux prélevées, réalisées une fois par semestre, portent, a minima, sur les paramètres suivants : Température, pH, Conductivité, MEST (matières en suspension totales), DCO (demande chimique en oxygène), indice hydrocarbures.

L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes, ou, le cas échéant, une carte permettant de constater du sens d'écoulement général de la nappe d'eau souterraine, à la date des prélèvements, avec une localisation des ouvrages de prélèvement.

**Article 7.6.2 - Impact sur la ressource en eau**

En cas d'assèchement de puits ou de forages, mis en évidence par l'activité de l'exploitation, l'exploitant s'engage à mettre en place les moyens qui permettent à l'utilisateur de retrouver la même qualité de service qu'avant l'exploitation.

Une convention définissant les modalités à caractères administratif, technique, financier et juridique est signée avec la Mairie de Spay pour assurer le soutien du niveau du plan d'eau de pêche dit du Port au Liard en cas d'influence excessive constatée du pompage de rabattement de la nappe des terrasses alluviales de la Sarthe en continuité hydraulique avec les sables cénomaniens sous-jacents.

**Article 7.6.3 - Inscription à la Banque du Sous-Sol**

L'exploitant fait inscrire le ou les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il est destinataire en retour des codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

## TITRE 8 - DÉCHETS PRODUITS

### **Article 8.1 - Déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière**

Les principaux déchets d'extraction issus de l'exploitation de la carrière sont :

- les matériaux de découverte (terres végétales et stériles de découverte)
- les fines de décantation (issues des argiles éliminées lors du lavage des matériaux)
- les argiles intercalaires

Les zones prévues pour le stockage des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière sont les suivantes :

- terres végétales sous forme de merlons périphériques (parcelles AK 11, AK 13, AK 48, AI 91 et le long du Buard) ; stocks de stériles et fines de décantation sur la parcelle n°AI 49 et AI 48, schématisée R1 dans le dossier de demande d'autorisation.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets d'extraction résultant de l'activité de la carrière, utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière, ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation, ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines et ne sont pas susceptibles d'interférer dans l'écoulement de celles-ci. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

Les installations de stockage de déchets d'extraction sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage correspondantes.

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus au stockage des déchets d'extraction ;
- le cas échéant, les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au Préfet.

## **Article 8.2 - Déchets autres que les déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière**

### **Article 8.2.1 - Limitation de la production de déchets**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

1°) En priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;  
2°) Pour les autres déchets, de mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :

- a) La préparation en vue de la réutilisation ;
- b) Le recyclage ;
- c) Toute autre valorisation ;
- d) L'élimination.

### **Article 8.2.2 - Séparation des déchets**

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 du code de l'environnement. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations de traitement). Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballage visés par les articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R. 543-128-1 à R. 543-131 du code de l'environnement relatives à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Les déchets d'équipements électriques et électroniques mentionnés et définis aux articles R. 543-171-1 et R. 543-171-2 sont enlevés et traités selon les dispositions prévues par les articles R. 543-195 à R. 543-200 du code de l'environnement.

Les transformateurs contenant des PCB sont éliminés, ou décontaminés, par des entreprises agréées, conformément aux articles R. 543-17 à R. 543-41 du code de l'environnement.

Les biodéchets produits font l'objet d'un tri à la source et d'une valorisation organique, conformément aux articles R. 541-225 à R. 541-227 du code de l'environnement.

### Article 8.2.3 - Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions

- ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement,
- ne constituant pas de point d'appel visuel sur le site.

En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

L'élimination des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires. En tout état de cause, le stockage temporaire ne dépasse pas un an.

L'ensemble des matériaux d'extraction du gisement, y compris stériles et fines d'argiles, est réutilisé pour la remise en état du site. L'exploitant ne procède à aucune évacuation de déchets minéraux, à l'extérieur du site autorisé.

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations et entreposés temporairement sur le site sont limités aux quantités suivantes :

Type de déchets	Code déchet	Nature des déchets	Quantité maximale de déchets stockés
Déchets dangereux	13 05 07* Eau mélangée à des hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures	Boues contenues dans le séparateur à hydrocarbures	2 tonnes
Huiles, graisses usées	13 01 10* Huiles hydrauliques non chlorées à base minérale	Huiles hydrauliques des moteurs	1,4 tonne
	13 02 05* Huiles moteur, de boîtes de vitesses et de lubrification non chlorées à base minérale	Huiles moteur usagées	1,4 tonne
Chiffons et emballages souillés par des déchets	15 02 02* Absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huiles non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses	Chiffons et emballages souillés	0,6 tonne

### Article 8.2.4 - Traitement ou élimination des déchets

L'exploitant traite ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation sur les installations classées.

Toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite. Seuls les matériaux minéraux résultant de l'extraction du gisement (stériles, fines d'argiles...) sont utilisés pour le remblaiement de la carrière.

#### Article 8.2.5 - Transport et suivi

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-63 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) est réalisée en application du règlement (CE) n° 1013/2006 modifié du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **TITRE 9 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES ÉMISSIONS LUMINEUSES**

### **Article 9.1 - Dispositions générales**

#### **Article 9.1.1 - Aménagements**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

En particulier, les aménagements suivants sont réalisés :

- Pendant la première phase d'exploitation, l'exploitant procède à la plantation d'une haie d'arbres d'essences locales afin de créer un écran paysager et acoustique, au sud de l'emprise de la carrière ;
- Des merlons sont réalisés au niveau de l'Enfournoire afin de créer un écran végétal et acoustique ;
- D'autres écrans végétaux peuvent être conçus pour l'intégration paysagère des installations, voire la réduction des niveaux acoustiques ;
- Le cas échéant, en cas de niveaux de bruit trop importants, des bardages sont réalisés au niveau des installations à l'origine.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

#### **Article 9.1.2 - Véhicules et engins**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur. Les engins de chantier doivent répondre aux règles d'insonorisation fixées par les articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement.

Les engins intervenant sur le site sont équipés d'avertisseurs de recul de type « cri du Lynx ».

#### **Article 9.1.3 - Appareils de communication**

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### **Article 9.2 - Niveaux acoustiques**

#### **Article 9.2.1 - Valeurs limites d'émergence**

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.



Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

L'émergence est définie comme la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'établissement)

Les zones à émergence réglementée sont :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation ;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan annexé au présent arrêté.

#### Article 9.2.2 - Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux de bruit en limite de propriété de l'établissement ne doivent pas dépasser, lorsque les installations sont en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

#### Article 9.2.3 - Tonalité marquée

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définie dans le tableau ci-dessus.

#### Article 9.2.4 - Surveillance des niveaux sonores et émergences

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, en période d'exploitation de la drague-aspiratrice, et également en période de rabattement de nappe, ainsi que pendant le fonctionnement des installations de traitement. Ces premiers résultats, accompagnés d'un bilan réalisé par l'exploitant, sont transmis à l'inspection des installations classées.

L'exploitant fait procéder au moins tous les trois ans ou dès que l'extraction se rapproche des zones habitées à une mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences.

Les mesures des émissions sonores sont effectuées, selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé.

Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de la carrière et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par le chantier sur une durée d'une demi-heure au moins. Les mesures d'émergences sont systématiquement réalisées chez les tiers les plus proches de la zone d'exploitation, sous réserve de leur accord formel.

Points de contrôle des émergences, a minima :

- Hameau de « L'Enfournoire » (20 m de la limite d'emprise du site) ;
- Habitations sur la presqu'île au milieu du plan d'eau des Plouses (180 m de la zone d'exploitation) ;
- Lieu-dit « La Perrée » (100 m au nord de la limite d'emprise) ;
- Arnage, au droit des habitations les plus proches de la carrière.

L'exploitant prend les mesures correctives nécessaires en cas de dépassement des valeurs réglementaires.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du Préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

### **Article 9.3 - Émissions lumineuses**

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, les éclairages intérieurs sont éteints une heure au plus tard après la fermeture du site.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion. L'exploitant doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

## TITRE 10 - PRÉVENTION DES RISQUES

### Article 10.1 - Dispositions générales

#### Article 10.1.1 - Conception des installations

Les installations comprenant tant leurs abords que leurs aménagements intérieurs sont conçues de manière à limiter la propagation d'un sinistre, à permettre une intervention rapide et aisée des secours, à éviter tout incident ou perte de temps susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens de lutte et faciliter l'évacuation du personnel.

Pour cela les dispositions suivantes sont notamment mises en œuvre :

- l'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours ;
- l'exploitant fixe des règles de circulation pour éviter d'endommager les installations et d'encombrer la voie des engins et les accès de secours, même en dehors des heures d'exploitation. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par tout moyen approprié (panneaux de signalisation, marquages au sol, consignes...) ;
- les véhicules ou engins dont la présence est liée à l'exploitation stationnent sans occasionner de gêne en laissant les accès nécessaires aux pompiers et les issues de secours dégagées, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

L'exploitant prend également toutes dispositions nécessaires pour assurer la stabilité des aménagements qu'il a réalisés. Ces aménagements ne doivent pas être à l'origine de risques (mouvement de terrain, de matériaux, coulée de boue...) pouvant avoir des conséquences à l'extérieur de l'emprise du site.

#### Article 10.1.2 - État des stocks et étiquetage des produits

L'état des stocks des produits susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, quantité, emplacement) est tenu à jour. L'exploitant dispose de documents à jour indiquant la nature, la quantité et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, notamment les fiches de données de sécurité.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger correspondants.

#### Article 10.1.3 - Zones dangereuses et zonage interne

L'exploitant identifie les zones dangereuses de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre (incendie, explosion...) ou présentant un risque particulier pour les personnes (noyade, enlèvement, chutes...).

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan tenu à jour.

Les dangers pour les personnes, notamment l'ensevelissement, les chutes, la noyade... sont explicitement signalés par des panneaux apposés, accompagnés des consignes à observer, aux abords des zones dangereuses et du périmètre clôturé.

L'accès aux zones dangereuses, en particulier les chantiers de découverte ou d'exploitation, les bassins de décantation, les installations de traitement..., est protégé par une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent. Les dangers sont signalés.

#### Article 10.1.4 - Réseaux, canalisations et équipements

Les réservoirs, canalisations et équipements satisfont aux dispositions réglementaires imposées au titre de réglementations particulières (équipements sous pression, appareils de levage et de manutention...) et aux normes homologuées au moment de leur construction ou de toute modification notable. Ceux qui ne sont pas réglementés sont construits selon les règles de l'art.

Les matériaux employés pour leur construction sont choisis en fonction de leur utilisation afin d'éviter qu'ils ne soient sujets à des phénomènes de dégradation accélérée (corrosion, fragilité...).

Ils sont protégés des agressions qu'ils peuvent subir (chocs, vibrations, écrasements, corrosions...) entretenus et contrôlés périodiquement. Les vannes portent leur sens de fermeture de manière indélébile. Il est interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et le premier robinet ou clapet isolant ce réservoir.

Ils sont faciles d'accès et repérés par tout dispositif de signalisation conforme à une norme ou une codification usuelle permettant notamment de les reconnaître (plaques d'inscription, code des couleurs...). L'ensemble de ces éléments est reporté sur un plan régulièrement mis à jour.

#### **Article 10.2 - Dispositif de rétention des pollutions accidentelles**

Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir, en utilisation normale ou en cas d'accident (rupture ou fuite de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses ou insalubres dans les égouts publics ou vers le milieu naturel, en particulier :

I. Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels ou sur une aire étanche équivalente. Les eaux et liquides ainsi collectés font l'objet d'un traitement préalable dans un séparateur à hydrocarbures avant rejet dans le milieu naturel. L'aire de lavage des engins est étanche et reliée à un débourbeur puis un séparateur à hydrocarbures. La zone bascule / chargement particulier est reliée à un débourbeur puis un séparateur à hydrocarbures.

Le dispositif de ravitaillement est équipé de pompes à arrêt automatique. Les flexibles de distribution ou de remplissage sont entretenus en bon état de fonctionnement et remplacés au plus tard 6 ans après leur date de fabrication. Il existe une surveillance lors du remplissage des réservoirs.

II. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale des fûts lorsque celle-ci est inférieure à 1 000 litres.

III. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité.

Aucun stockage de liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Des moyens sont mis en œuvre pour vérifier leur niveau de remplissage, à tout moment, et empêcher notamment leur débordement en cours de remplissage. Au besoin, un dépassement de niveau haut déclenche une alarme.

IV. Les rétentions doivent être correctement entretenues et débarrassées des eaux météoriques pouvant les encombrer. Le fond des cuvettes de rétention sont maintenus propres et désherbés.

Les opérations de vérification, d'entretien et de vidange des rétentions sont tracées.

Les produits répandus en cas d'accident doivent être récupérés. Ils ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés soit éliminés comme les déchets.

V. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

VI. L'exploitant dispose de kits d'intervention contenant le matériel approprié au traitement rapide d'une pollution locale aux hydrocarbures.

VII. Tous les engins circulant sur la carrière sont entretenus régulièrement et toute fuite sur un engin entraîne son arrêt et sa mise en réparation immédiate.

### **Article 10.3 - Prévention des incendies**

#### **Article 10.3.1 - Autorisation de travail - permis de feu**

Dans les installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Dans ces installations recensées à risque, les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis de travail » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité en configuration standard d'exploitation, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

#### **Article 10.3.2 - Moyens de lutte contre l'incendie**

Le site est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Les rapports de vérifications périodiques sont classés dans un registre et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont judicieusement répartis dans l'établissement. Ces matériels sont en nombre suffisant et immédiatement disponibles. Leurs emplacements sont signalés et leurs

accès sont maintenus libres en permanence. Ils sont reportés sur un plan tenu à jour.

L'établissement dispose :

- d'une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup>, accessible, en toute circonstance, aux véhicules de lutte contre l'incendie avec une aire d'aspiration stabilisée d'une surface minimale de 32 m<sup>2</sup> (8 m x 4 m) ;
- d'un panneau signalant l'implantation de cette réserve (lettre rouge sur fond blanc et précisant « réserve d'incendie capacité 120 m<sup>3</sup> ») ;
- d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque et des moyens nécessaires à sa mise en œuvre (pelle,...) à proximité des installations de distribution de carburant ;

Le site doit en permanence être accessible aux engins de secours.

Le personnel présent dispose d'une liaison téléphonique permettant de joindre les services de secours (18 ou 112).

En cas d'incendie, les eaux polluées sont collectées et stockées sur le site en vue de leur élimination.

#### Article 10.3.3 - Vérification périodique des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

### **Article 10.4 - Risque géotechnique**

#### Article 10.4.1 - Distances limites et zones de protection

L'exploitation du gisement prend en compte les distances limites, zones de protection et profils de fronts définis aux articles 3.2.5 et 3.3.4.

#### Article 10.4.2 - Surveillance du chantier

Les zones de travail font l'objet d'une surveillance régulièrement avant la reprise et après la cessation des travaux, et tout particulièrement après les périodes de gel ou de fortes pluies ou les reprises après arrêt de travail prolongé.

L'exploitant veille en particulier à l'absence d'anomalies quant au lit majeur de la rivière « La Sarthe ».

#### Article 10.4.3 - Surveillance hydraulique

L'exploitant fait procéder aussi souvent que nécessaire, et au moins une fois tous les cinq ans avant le début d'une nouvelle phase d'exploitation, par une personne compétente, à une étude sur le comportement hydraulique de « La Sarthe », pour justifier de l'absence d'impact des travaux d'extraction par rabattement de nappe sur l'écoulement de celle-ci (régime, ampleur du lit...). Il communique cette étude à l'inspection des installations classées avec ses conclusions et ses propositions.

## **Article 10.5 - Formation du personnel – consignes**

L'exploitant veille à la formation et à la qualification de son personnel notamment dans le domaine de la sécurité. Il s'assure que le personnel concerné connaît les risques liés aux produits manipulés, les installations utilisées et les consignes de sécurité et d'exploitation.

Sans préjudice des dispositions réglementaires appropriées relatives à la protection et à la santé des travailleurs, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et portées à la connaissance des utilisateurs de la carrière par un affichage placé judicieusement sur le site.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- les interdictions de fumer et d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du stockage d'hydrocarbures ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un réservoir, récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses (carburant, huile ou autre polluant) ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la nécessité de collecte et de confinement des eaux d'extinction ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, du centre antipoison... .

## **TITRE 11 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT**

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, « y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs rubriques n° 2516 ou 2517 », s'appliquent dans leur intégralité aux installations répertoriées sous la rubrique n° 2515 et n° 2517 dans le tableau défini à l'article 1.3.3 du présent arrêté, et exploitées sur la carrière de Spay, en tant qu'installations nouvelles.

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2011, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de fabrication de béton prêt à l'emploi, soumises à déclaration sous la rubrique n° 2518 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, s'appliquent dans leur intégralité aux installations répertoriées sous la rubrique n° 2518 dans le tableau défini à l'article 1.1.3 du présent arrêté, et exploitées sur la carrière de Spay, en tant qu'installations existantes.



## TITRE 12 - DÉROGATION AU TITRE DES ESPÈCES PROTÉGÉES

### Article 12.1 Autorisation de destruction

L'exploitant est autorisé, sous réserve du respect des conditions exposées aux articles 12.2 et 12.3, dans le cadre de l'exploitation de la carrière, à détruire, capturer et transporter les spécimens des espèces ci-dessous ainsi qu'à, le cas échéant, détruire, altérer et dégrader leurs aires de repos ou sites de reproduction :

Groupes d'espèces	Espèces		Destruction de spécimens	Destruction des aires de repos ou sites de reproduction
	Noms vernaculaires	Noms latins		
Oiseaux	Accenteur mouchet	<i>Prunella modularis</i>		X
	Bergeronnette grise	<i>Motacilla alba</i>	X	X
	Bouscarle de cetti	<i>Cettia cetti</i>		X
	Buse variable	<i>Buteo buteo</i>		X
	Coucou gris	<i>Cuculus canorus</i>		X
	Faucon Crécerelle	<i>Falco tinnunculus</i>		X
	Fauvette à tête noire	<i>Sylvia atricapilla</i>		X
	Fauvette des jardins	<i>Sylvia borin</i>		X
	Fauvette grisette	<i>Sylvia communis</i>		X
	Gobemouche gris	<i>Muscicapa striata</i>		X
	Grèbe huppé	<i>Podiceps cristatus</i>	X	X
	Grimpereau des jardins	<i>Certhia brachydactyla</i>		X
	Hirondelle de rivage	<i>Riparia riparia</i>	X	X
	Huppe fasciée	<i>Upupa epops</i>		X
	Hypolais polyglotte	<i>Hippolais polyglotta</i>		X
	Linotte mélodieuse	<i>Linaria cannabina</i>		X
	Martin-pêcheur d'Europe	<i>Alcedo atthis</i>	X	X
		<i>Aegithalos caudatus</i>		X
	Mésange à longue queue	<i>Cyanistes caeruleus</i>		X
	Mésange bleue	<i>Parus major</i>		X
	Mésange charbonnière	<i>Lophophanes cristatus</i>		X
	Mésange huppée	<i>Chroicocephalus</i>	X	X
	Mouette rieuse	<i>ridibundus</i>	X	X
	Petit Gravelot	<i>Charadrius dubius</i>		X
	Pic épeiche	<i>Dendrocopos major</i>		X
	Pic vert	<i>Picus viridis</i>		X
	Pinson des arbres	<i>Fringilla coelebs</i>		X
	Pouillot véloce	<i>Phylloscopus collybita</i>		X
	Roitelet huppé	<i>Regulus regulus</i>		X
	Rossignol philomèle	<i>Luscinia megarhynchos</i>		X
	Rougegorge familier	<i>Erithacus rubecula</i>	X	X
	Rougequeue noir	<i>Phoenicurus ochruros</i>		X
	Serin cini	<i>Serinus serinus</i>		X
	Sittelle torchepot	<i>Sitta europaea</i>	X	X
	Sterne pierregarin	<i>Sterna hirundo</i>		X
	Troglodyte mignon	<i>Troglodytes troglodytes</i>		X
	Verdier d'Europe	<i>Chloris chloris</i>		
Reptiles	Couleuvre à collier	<i>Natrix natrix</i>	X	X
	Lézard des murailles	<i>Podarcis muralis</i>	X	X
	Orvet fragile	<i>Anguis fragilis</i>	X	

Amphibiens	Crapaud calamite	<i>Epidalea calamita</i>	X	X
	Crapaud épineux	<i>Bufo spinosus</i>	X	
	Grenouille verte	<i>Rana klepton esculenta</i>	X	
	Pélodyte ponctué	<i>Pelodytes punctatus</i>	X	
	Triton palmé	<i>Lissotriton helveticus</i>	X	
Mammifères	Ecureuil roux	<i>Sciurus vulgaris</i>		X

Cette autorisation est valable jusqu'à échéance de l'autorisation du présent arrêté.

### **Article 12.2 - Mesures ERCA**

Cette autorisation est accordée sous réserve de la réalisation des mesures d'évitement, de réduction, de compensation (ERC), et d'accompagnement suivantes, localisées sur la carte appelée « Mesures ERC » dans l'étude d'impact du dossier d'autorisation, qui doivent rester fonctionnelles pendant la durée de la présente autorisation.

Mesures d'évitement :

- **ME 1** : le plan d'eau 3, le bassin 10 et ses abords dont la haie 5 ne sont pas exploités.
- **ME 2** : les châtaigniers situés sur la bordure ouest du plan d'eau 1 ainsi que les chênes constituant la haie 3 ne sont pas coupés, car ils constituent des gîtes potentiels pour les Chauves-souris et ils sont occupés, pour certains d'entre eux, par du Grand Capricorne du Chêne.

Mesures de réduction :

- **MR 1** : Les travaux touchant les bassins de décantation (remaniement, curage, apports d'argile,...) sont interdits pendant la période de reproduction des amphibiens, c'est-à-dire de mars à août. Néanmoins, en cas d'absolue nécessité, une dérogation écrite pourra être délivrée après sollicitation du carrier apportant les raisons techniques de la demande ainsi que les impacts potentiels sur les populations d'amphibiens présentes. Des mesures de réduction pourront être demandées. Les coupes d'arbres et arbustes sont effectuées au moins 6 mois avant les travaux de dessouchage et de terrassement associés.
- **MR 2** : Toutes les coupes d'arbres et arbustes sont interdites pendant la période de reproduction des espèces d'oiseaux nicheuses présentes sur le site, c'est-à-dire de mars à août. Cette période d'interdiction est prolongée d'un mois pour la protection du Martin pêcheur pour les arbres de la haie 2.
- **MR 3** : Les fronts colonisés par l'Hirondelle des rivages ne seront pas exploités pendant la période de reproduction et d'occupation des nids, c'est-à-dire de mi-avril à fin juillet.
- **MR 4** : Les travaux de coupe des arbres de la haie 2 et d'exploitation de la berge sud du plan d'eau 6 seront réalisés en dehors de la période de nidification du Martin-pêcheur, celle-ci s'étendant du mois de mars au mois de septembre inclus.
- **MR 5** : Chaque nid de Petit Gravelot repéré annuellement est mis en défens.
- **MR 6** : Une bande boisée de 10 m est maintenue en limite sud d'exploitation du bois 3.
- **MR 7** : les zones boisées seront prospectées avant coupe par un écologue afin d'identifier les éventuels arbres gîtes. Ces derniers ne seront coupés qu'en l'absence d'occupation par des Chauves-souris.

#### Mesures de compensation :

- **MC 1** : Une pelouse silicicole est créée par décapage superficiel d'une zone située au sud de la haie 4, hors zone d'exploitation. Cet habitat est entretenu pendant la durée de l'exploitation afin que ne s'y maintienne qu'une végétation herbacée pionnière.  
Au sein de cette pelouse, 5 ou 6 mares temporaires sont créées pour servir d'habitat de reproduction pour le Crapaud calamite et le Pélodyte ponctué. Leur forme et leur pente sont irrégulières. Elles représentent une surface totale de 2000 à 3000 m<sup>2</sup> et ont une profondeur maximale de 50 cm.

#### Mesures d'accompagnement :

- **MA 1** : Les îlots présents dans le plan d'eau 3 et colonisés par les Sterne pierregarin et mouette rieuse sont aménagés pour être rendus plus favorables à la nidification de ces espèces.
- **MA 2** : Trois secteurs de la carrière sont aménagés avec des berges complexes selon le schéma de principe situé en annexe 5 du présent arrêté. La localisation de ces secteurs est fournie par la carte située en annexe 4 du présent arrêté.
- **MA 3** : Une haie d'une longueur de 330 m est plantée en compensation des haies détruites. Elle est plantée dans les 2 ans qui suivent la signature du présent arrêté. Elle est entretenue, notamment par la création de têtard au sein des arbres de haut jet.
- **MA 4** : Un îlot de sénescence, d'une superficie minimum de 3 ha est mis en place sur la parcelle AK 23. Il fait l'objet d'un plan de gestion renouvelable sur toute la durée d'exploitation de la carrière ;
- **MA 5** : Un plan de gestion est mis en place sur une superficie minimum de 7 ha sur des prairies localisées entre le site d'extension de l'exploitation et la rivière « Sarthe ».

Ces deux plans de gestion (MA 4 et MA 5) sont mis en place dans un délai de 2 ans à compter de la signature de la présente autorisation et transmis à la DDT de la Sarthe et à la DREAL des Pays de la Loire.

#### **Article 12.3 - Suivi des espèces**

Un suivi des espèces d'amphibiens, d'oiseaux, et de reptiles présentes sur le site est effectué. Les modalités d'inventaires (protocoles, fréquences...) et de restitution des données (cartes, listes, analyses...) sont définies par une association environnementale compétente reconnue telle que la LPO Sarthe.

Après chaque campagne de suivi, un rapport conforme au format prévu par l'annexe 6 du présent arrêté est adressé par la SAS CARRIÈRES TAVANO ou par un mandataire qu'elle aura désigné, au plus tard le 31 octobre de l'année du suivi, à la DDT de la Sarthe et à la DREAL Pays de la Loire.

#### **Article 12.4 - Sanctions**

Le non-respect du présent titre est puni des sanctions définies à l'article L. 415-3 du Code de l'Environnement.

## **Titre 13 – Délais et voies de recours - publicité - exécution**

### **Article 13.1 - Informations des riverains**

En relation avec la Communauté de communes du Val de Sarthe, et les communes sarthoises de Spay, Le Mans, Arnage, Allonnes, Fillé, Guécélard, Moncé en Belin et Mulsanne, l'exploitant met en place et anime un comité de suivi composé au moins de représentants des riverains de la carrière et des municipalités concernées. Ce comité se réunit au moins une fois par an à l'initiative de l'exploitant.

L'exploitant présente notamment au comité la synthèse annuelle des informations relatives au suivi environnemental du site et aux actions mises en œuvre.

### **Article 13.2 - Délais et voies de recours**

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction et peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nantes :

1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Sarthe ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé des installations classées pour la protection de l'environnement, dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie via l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 13.3 - Publicité**

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de SPAY et peut y être consultée ;

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de SPAY pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article [R. 181-38](#).

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat en Sarthe, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### Article 13.4 - Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de la Sarthe, le sous-préfet de l'arrondissement de La Flèche, la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de Loire, le Directeur départemental des territoires de la Sarthe, le Directeur de l'Agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de Spay et à la société TAVANO.

Le préfet,

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

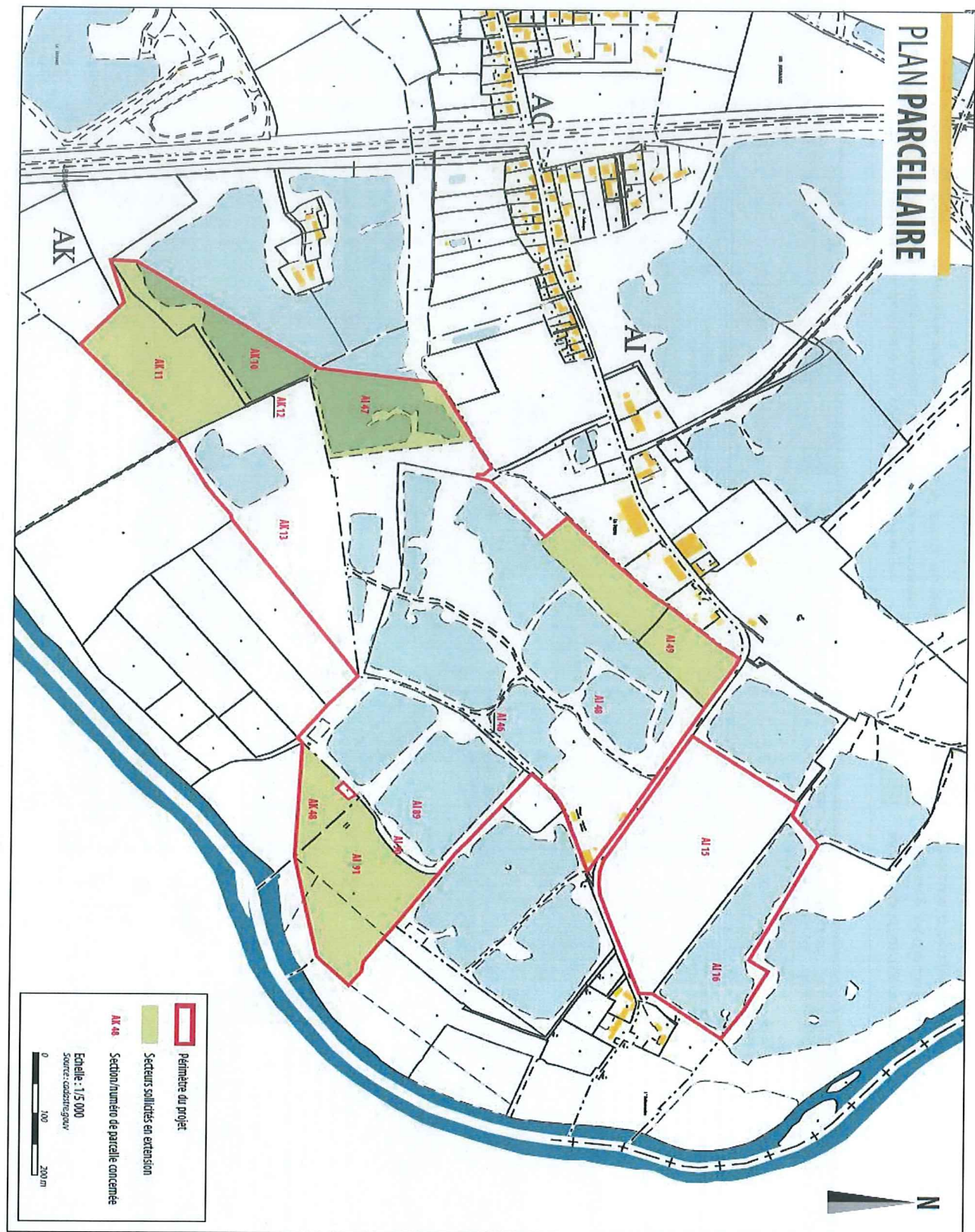
  
Thierry BARON

**ANNEXES :**

- **Plan parcellaire représentant le périmètre autorisé et le périmètre d'extraction**
- **Plan des mesures ERC**
- **Réseau de surveillance des eaux souterraines**
- **Plan de phasage**
- **Plan de l'état final**
- **Modèle de rapport « campagne de suivi des espèces » conforme**



# Annexe 1 : Plan parcellaire représentant le périmètre d'autorisation



Vu pour être annexé  
à notre arrêté en date de ce jour  
Le Mans, le 26 JUIL. 2019  
Le Préfet,

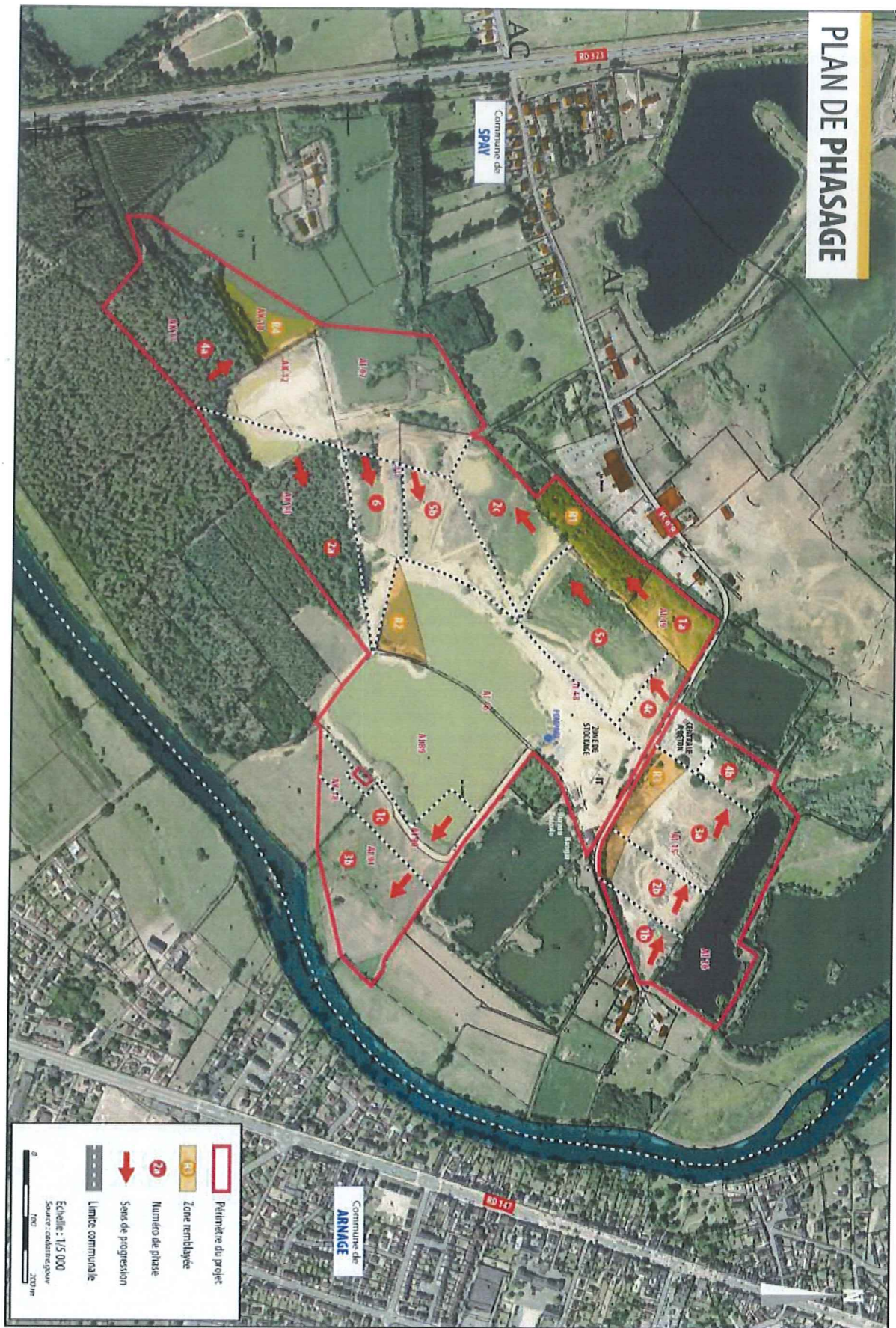
*[Signature]*







## Annexe 4 : Plan de phasage

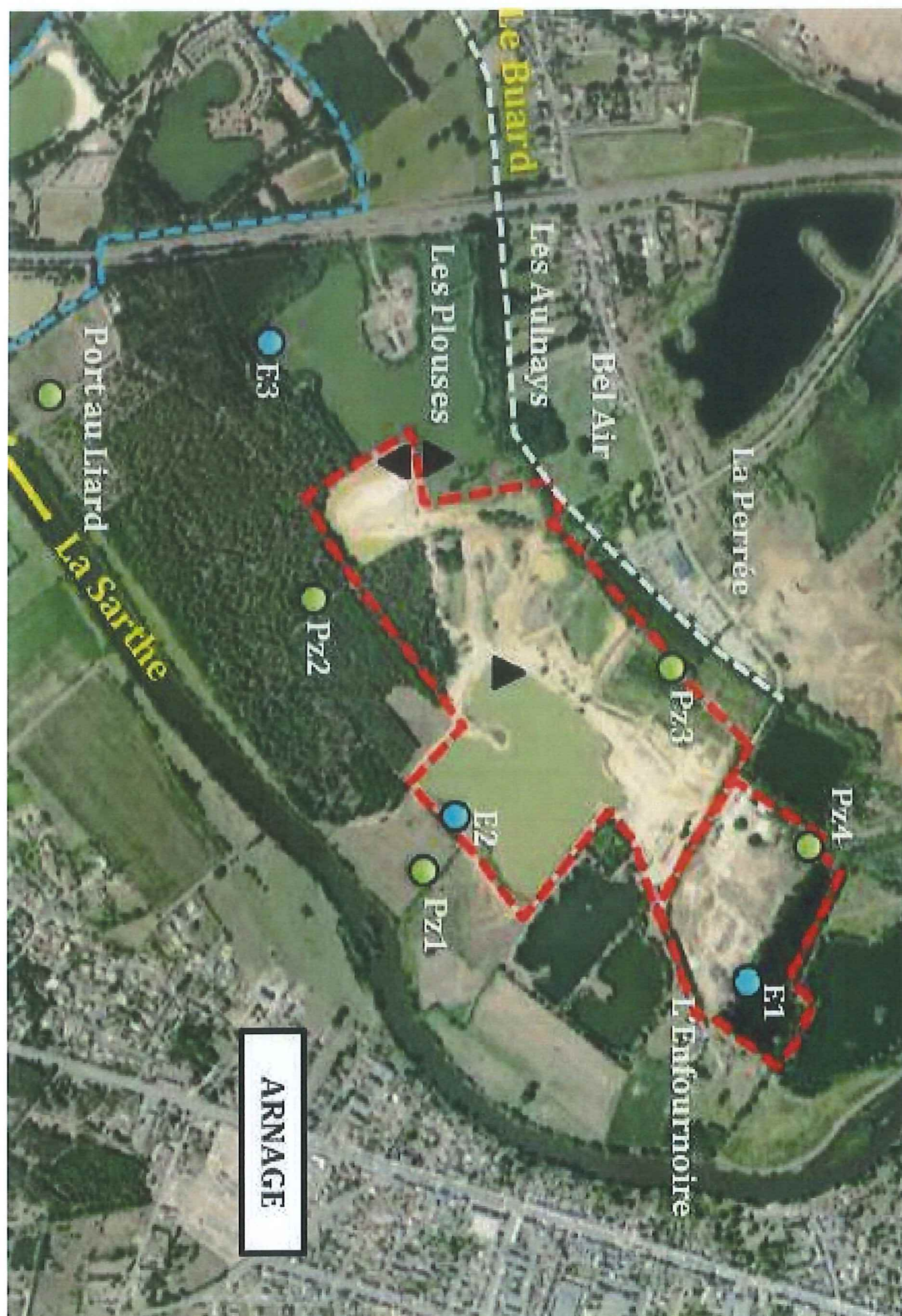


Vu pour être annexé  
à notre arrêté en date de ce jour  
Le Mans, le 26 JUIL. 2019  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

Le Préfet,  
Thierry BARON



## Annexe 3 : Réseau de surveillance des eaux souterraines



Vu pour être annexé  
à notre arrêté en date du 26 juin 2019  
Le Mans, le 26 juin 2019  
Le Préfet,  
Thierry BARON



## Annexe 5 : Plan de l'état final



Vu pour être annexé  
à notre arrêté en date de ce jour  
Le Mans, le 26 JUIL. 2019

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

Thierry BARON



## Annexe 6 : Modèle de rapport « campagne de suivi des espèces » conforme

### Annexe « données espèces faunistiques » Livrables à remettre à la DREAL par le maître d'ouvrage

Cette annexe concerne tout maître d'ouvrage réalisant toute étude produisant des données espèces sur la faune (répartition, suivi, ...) en dehors de la publication des atlas.

À l'achèvement de l'opération, le maître d'ouvrage remettra un compte rendu sous les formes suivantes, à la DREAL (service concerné) et aux DDT(M) concernées :

- 1 rapport dactylographié et illustré au format Acrobat Reader ("pdf") avec photographies et images optimisées.
- 1 base rapportant les données espèces collectées dans le cadre de l'étude. Deux formats sont possibles (cf. formats page suivante) en fonction du logiciel (tableur ou SIG).

Ces données faunistiques alimentent la base de données de la DREAL. Elles sont utilisées pour la mise à jour continue des outils de connaissance (ZNIEFF) et en tant qu'alerte, dans le cadre des dossiers d'aménagement du territoire instruits par les services de l'État.

Ces rapports et données sont susceptibles d'être rendus publics en application de la directive « Inspire » de 2007 et des textes nationaux pris pour son application. La diffusion des données se fera dans le cadre du Système d'information sur la nature et les paysages (SINP).

Le serveur Mélanissimo peut être utilisé pour envoyer ces documents à la DREAL et aux DDT(M) : <https://melanissimo.developpement-durable.gouv.fr/>

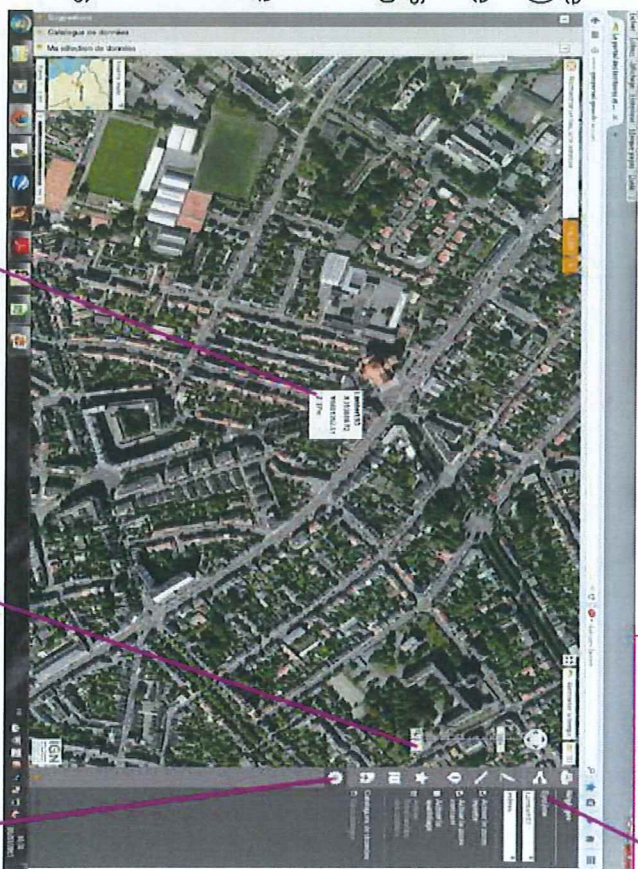
#### Précisions :

- les données de captures (baguage, CMR...) doivent être synthétisées par nombre d'individus capturés (tous âges confondus) par espèce par jour et par lieu-dit.
- le nombre d'individus est facultatif mais il est recommandé de l'indiquer si l'information existe.
- les données d'absence sont prises en compte : indiquer « N » dans le champ « degré\_abondance » et « 0 » dans le champ « nb\_individus ».

#### Format des fichiers SIG :

- Ils seront remis au format SIG MapInfo (TAB ou MIF-MID) ou Shape (SHP) dans le système de coordonnées projetées légal RGF 93 en projection Lambert 93.
- Une couche de données se composera d'autant de tables que de types d'objets la composant : polygones, lignes, points.

À droite, le mode d'emploi en 4 étapes pour obtenir les coordonnées géographiques en Lambert 93 sur Géoportail : [www.geoportail.gouv.fr/](http://www.geoportail.gouv.fr/)



2. Dans « Système », sélectionner « Lambert 93 » et « mètres »

3. Cliquer sur « coordonnées du curseur »

4. Déplacer le curseur à l'endroit choisi : les coordonnées s'affichent

Vu pour être annexé

à notre arrêté en date de ce jour  
Le Mans, le 26 JUL. 2019

Le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

Thierry BARON



Le Secrétaire Général,

Thierry BARON  
Longueur Exemple

